

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Loi du 6 août 1933**, tendant à établir des droits de douanes sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés. (Arrêté de promulgation du 13 décembre 1933). 2
- Décret du 9 novembre 1933**, établissant le mode de répartition des fonds affectés par la loi du 6 août 1933 à la sauvegarde de la production oléagineuse coloniale. (Arrêté de promulgation du 23 décembre 1933). 4
- Décret du 23 octobre 1933**, portant relèvement des retenues pour logement aux colonies. (Arrêté de promulgation du 23 décembre 1933). 5
- Décret du 18 octobre 1933**, modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial. (Arrêté de promulgation du 23 décembre 1933). 6
- Décret du 21 octobre 1933**, déléguant aux commandats supérieurs des troupes aux colonies l'application de certaines dispositions du règlement sur la solde aux colonies. (Arrêté de promulgation du 23 décembre 1933). 8
- Décret du 3 novembre 1933**, approuvant l'arrêté N° 483 du Commissaire de la République au Togo portant création d'une rubrique spéciale au budget local du Territoire, exercice 1933. (Arrêté de promulgation du 23 décembre 1933). 9

- Décret du 3 novembre 1933**, approuvant l'arrêté N° 510 du Commissaire de la République au Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo exercice 1933. (Arrêté de promulgation du 23 décembre 1933). 10
- Décret du 5 novembre 1933**, établissant une taxe de sortie sur les exportations à destination de la France des cacaos originaires des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français. (Arrêté de promulgation du 15 décembre 1933). 11
- Décret du 7 novembre 1933**, modifiant l'article 11 du décret du 1^{er} août 1921 organisant le personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies autres que l'Indochine. (Arrêté de promulgation du 23 décembre 1933). 12

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 2 octobre 1933**, portant réorganisation du cadre du personnel des services civils du Togo. 12
- Arrêté du 4 octobre 1933**, exemptant de la taxe compensatrice et de la taxe de statistique les fournitures importées par le gouvernement au titre de prestations en nature en vue de l'exécution des travaux d'intérêt général. 16
- Arrêté du 4 octobre 1933**, exemptant des taxes de douanes les fournitures importées par l'administration du Territoire au titre des prestations en nature. 16
- Arrêté du 10 novembre 1933**, complétant les tableaux annexes de l'arrêté du 20 mai 1933. 17

Arrêté du 11 décembre 1933, allouant une <i>indemnité</i> journalière aux fonctionnaires en congé appelés à servir temporairement au service colonial de Marseille.	17
Arrêté du 13 décembre 1933, rétablissant l'emploi d'inspecteur de l'enseignement.	18
Arrêté du 14 décembre 1933, plaçant le cercle de Sokodé sous le régime de <i>surveillance sanitaire</i> .	18
Arrêté du 15 décembre 1933, modifiant le tableau des <i>droits perçus</i> à la sortie du territoire du Togo.	18
Arrêté du 15 décembre 1933, modifiant le taux de la <i>taxe</i> sur le <i>chiffre d'affaires</i> perçue à l'exportation sur les fruits et graines <i>oléagineux</i> , les matières grasses et leurs dérivés.	19
Arrêté du 15 décembre 1933, instituant une <i>taxe</i> spéciale sur les <i>cacaos</i> originaires du territoire du Togo exportés à destination de la métropole.	19
Arrêté du 15 décembre 1933, approuvant une <i>délégation</i> de la commission municipale de la commune mixte de Lomé.	19
Arrêté du 19 décembre 1933, mettant une <i>avance</i> à la disposition du commandant de cercle de Sokodé pour lui permettre d'effectuer des achats de <i>beurre de karité</i> en vue d'en propager la production.	20
Arrêté du 23 décembre 1933, fixant le prix, de revient du kilogramme de <i>café</i> dans le territoire du Togo.	21
Arrêté du 23 décembre 1933, fixant la prime à payer aux <i>cafés</i> exportés pendant le premier trimestre 1934.	21
Arrêté du 30 décembre 1933, portant <i>fixation des</i> <i>mercuriales</i> officielles pour le calcul des droits « <i>ad valorem</i> » à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo.	21
Nominations, mutations, etc... concernant le personnel.	25
Commissions	30
Domaines	32
Remboursement	33
Secours	33
Timbre antituberculeux	33
Erratum au J. O. du 16 décembre 1933	33
Liste des candidats admis à l'examen du certificat d'études	34
Liste des marchandises en dépôt en douane	36

Avis d'adjudication pour le service du chemin de fer et du wharf

37

PARTIE NON OFFICIELLE

Foire du Havre

60

Annonces — (Voir supplément)

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Droits sur les oléagineux

ARRETE N° 751 promulguant au Togo la loi du 6 août 1933, tendant à établir des droits de douane sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 6 août 1933 tendant à établir des droits de douane sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 6 août 1933, tendant à établir des droits de douanes sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés.

Lomé, le 13 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Le Sénat et la chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — A titre temporaire et jusqu'au 1^{er} janvier 1937, le n° 88 du tarif douanier est modifié conformément au tarif suivant (1) :

(1) Observation générale. — Les notes et renvois du tarif antérieur demeurent applicables en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire aux nouvelles dispositions.

NUMÉROS du tarif	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ de perception	TARIF	
			général	minimum
88	Graines et fruits oléagineux :		francs	francs
	Arachides :			
	En coques	100 kilogr.	8,00	8,00
	Décortiquées	—	11,00	11,00
	Caméline	—	7,10	7,10
	Chênevis	—	8,00	8,00
	Coco ou coprah	—	17,50	17,50
	Colza d'Europe	—	15,90	15,90
	Coton décortiqué ou non	—	5,20	5,20
	Faines	—	6,00	6,00
	Lin (1)	—	8,00	8,00
	Moutarde y compris colza blanc et roux des Indes	—	9,90	9,20
	Navette	—	15,50	15,50
	Niger	—	9,00	9,00
	Œillette	—	16,00	16,00
	Palmiste	—	11,50	11,50
	Pavot	—	10,00	10,00
	Ravison	—	7,20	7,20
	Ricin	—	11,00	11,00
	Sésame	—	13,70	13,70
	Soja	—	3,30	3,30
	Touloucouna	—	8,00	8,00
	Autres	—	11,00	11,00

(1) Les graines de lin pour semences sont admises en franchise dans la limite d'un contingent et sous réserve de justifications à fixer par décret.

En outre, la tarification des nos 30, 31, 37, 47, 51, 52, 110 A, 110 B, 110 bis, 111 bis A, 111 bis B, 115, 0196, 199 bis, 0217, 0218, 0219, 298, 298 bis, Ex. 299 bis, 308, Ex. 311, 312, 321, Ex. 322, 385, 385 bis, 476 bis, 484, sera, dans le délai d'un mois à dater du vote de la loi, modifiée par les ministres intéressés, en prenant pour base les majorations de droits apportées aux articles repris au n° 88, de manière à maintenir, pour l'ensemble des articles visés par la présente loi, l'équilibre tarifaire actuellement existant.

ART. 2. — Les produits ci-dessus visés qui sont actuellement consolidés avec les pays étrangers feront l'objet de mesures de contingentement à déterminer par les ministres intéressés jusqu'à ce que les majorations de droits prévues à leur égard soient devenues applicables.

ART. 3. — Les droits fixés à l'article 1^{er} pourront être simplement consignés ou feront l'objet d'une soumission cautionnée en vue de leur restitution ultérieure dans le délai d'un an lorsque les produits importés et assujettis auxdits droits seront destinés à être réexportés, soit dans l'état où ils ont été introduits, soit après transformation.

Les détails d'application des dispositions du présent article seront réglés par arrêtés du ministre du budget

et le drawback entrera en fonction au moment de l'application de la loi.

ART. 4. — Dans la limite du crédit qui sera ouvert, chaque année, par la loi de finances et qui sera égal au maximum aux trois quarts du supplément de produits résultant de l'application du nouveau tarif fixé par l'article 1^{er}, il sera procédé à la suppression des taxes de sortie et à la réduction des tarifs de transports intérieurs, à l'allocation de subventions aux sociétés officielles de prévoyance et organisations agricoles similaires, et, d'une manière générale, au financement de toutes mesures susceptibles d'améliorer la production et de bénéficier directement au producteur local.

Des décrets rendus sous le contreseing du ministre des colonies et du ministre du budget fixeront les modalités d'application du présent article.

ART. 5. — Toutes les huiles alimentaires provenant de fruits ou de graines ne peuvent être mises en vente que sous les appellations définies par les règlements d'administration publique pris en vertu de l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905, modifiée et complétée par la loi du 21 juillet 1929.

Il est interdit, notamment, de détenir ou de transporter en vue de la vente et de mettre en vente ou de vendre :

1^o Sous la dénomination d'huile d'« olive », de « noix », d'« arachide », ou de tout autre fruit ou graine, une huile ne provenant pas exclusivement des olives, de noix, des arachides ou des fruits ou graines indiqués dans ladite dénomination;

2^o Sous une appellation d'origine nationale ou régionale une huile dont les graines ou fruits ne proviennent pas en totalité de la région indiquée.

Les qualificatifs « vierge » ou « naturelle » sont exclusivement réservés aux huiles pures extraites par des moyens mécaniques de fruits ou de grains en bon état de conservation, propres et mûrs, sans rancissement ni moisissure, bien clarifiées, mais seulement par des moyens mécaniques, et qui n'ont été ni raffinées ni blanchies ou neutralisées par des moyens chimiques.

En ce qui concerne les huiles mélangées, ou ne portant pas de dénomination spécifique, la dénomination prévue par les règlements susvisés devra être suivie de l'indication de leur composition.

ART. 6. — Dans tous les cas ou en vertu de la législation en vigueur, sont prescrites les inscriptions des mots « margarine » ou « oléomargarine » sur des fûts, caisses, boîtes, récipients ou enveloppes, celles de « margarine » ou « oléomargarine » devront être inscrites en caractères apparents et indélébiles, accompagnées de toutes les indications et mentions prescrites par les règlements d'administration publique pris en vertu de l'article 9 de la loi du 16 avril 1897, modifiée par l'article 3 de la loi du 28 février 1931.

L'indication de composition prescrite par ces règlements devra préciser la nature des produits entrant dans la fabrication et, s'il y a lieu, les traitements chimiques utilisés au cours de cette dernière.

ART. 7. — Cette loi n'entrera en vigueur qu'après établissement par les services compétents des ministères intéressés des corrections de droits prévus à l'article 1^{er}, dernier alinéa.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Mercy-le-Haut, le 6 août 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,

ministre de la guerre,

Édouard DALADIER.

Le ministre du commerce et de l'industrie,

— Louis SERRE.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Le ministre des finances,

Georges BONNET.

Le ministre du budget,

Lucien LAMOUREUX.

Le ministre de l'agriculture,

Henri QUEUILLE.

Production oléagineuse coloniale

ARRETE N^o 778 promulguant au Togo le décret du 9 novembre 1933, établissant le mode de répartition des fonds affectés par la loi du 6 août 1933 à la sauvegarde de la production oléagineuse coloniale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 9 novembre 1933, établissant le mode de répartition des fonds affectés par la loi du 6 août 1933 à la sauvegarde de la production oléagineuse coloniale;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, le décret du 9 novembre 1933, établissant le mode de répartition des fonds affectés par la loi du 6 août 1933 à la sauvegarde de la production oléagineuse coloniale.

Lomé, le 23 décembre 1933.

L. PÊTRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre du budget;

Vu l'article 4 de la loi du 6 août 1933 tendant à établir des droits de douane sur les fruits et grains oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le ministre des colonies est chargé d'opérer la répartition du crédit qui, en exécution de l'article 4 de la loi susvisée du 6 août 1933, sera ouvert chaque année par la loi de finances.

Cette répartition sera opérée au prorata, pour chaque année, de la moyenne des quantités de matières oléagineuses produites et exportées par les colonies et territoires intéressés au cours des trois dernières années.

Pour le calcul de cette moyenne, les quantités de matières oléagineuses susindiquées seront chiffrées d'après leur teneur en huile.

Les bénéficiaires de la répartition devront utiliser les ressources mises à leur disposition selon un programme qui devra recevoir l'approbation du ministre des colonies.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 9 novembre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

François PIÉTRI.

Le ministre du budget,

Abel GARDEY.

Retenues pour logement

ARRETE N° 779 promulguant au Togo le décret du 23 octobre 1933, portant relèvement des retenues pour logement aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 octobre 1933, portant relèvement des retenues pour logement aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 23 octobre 1933 portant relèvement des retenues pour logement aux colonies.

Lomé, le 23 décembre 1933.

L. PÉTRE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 23 octobre 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Les taux des retenues opérées aux colonies et en Chine sur le traitement des officiers des corps et services, lorsque le logement leur est fourni en nature, ne sont plus en harmonie avec la valeur locative des locaux attribués.

Le décret du 27 juillet 1930 ayant relevé les tarifs de solde, il convient de reviser ces taux, le coefficient d'augmentation pouvant équitablement être fixé à 4 par rapport à ceux qui étaient appliqués en 1914. Ce coefficient sera, d'ailleurs, supérieur à celui qui est prévu par la loi du 29 juin 1929 déterminant les rapports entre les bailleurs et les locataires de locaux d'habitation, soit actuellement 2,8.

En outre, le décret du 27 janvier 1926 portant revision des soldes et indemnités du personnel militaire à la charge du département des colonies, a stipulé dans son article 19 que les retenues déterminées par le tarif devaient être snbies, que les bâtiments appartenissent à l'Etat, à la colonie ou aux communes. Il nous est apparu qu'il convenait de préciser les conditions dans lesquelles seront pratiquées les retenues sur la solde des officiers logés par une collectivité administrative autre que l'Etat.

Si vous approuvez ces propositions, nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le président du conseil, ministre de la guerre,
Édouard DALADIER.

Le ministre des colonies,
Albert DALIMIER.

Le ministre du budget,
Lucien LAMOUREUX.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la guerre, du ministre des colonies et du ministre du budget;

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies, ensemble les divers décrets modificatifs et en particulier ceux des 27 janvier 1926 et 7 octobre 1927;

Vu la décision présidentielle du 15 mars 1905 portant application aux officiers de la gendarmerie coloniale du décret du 29 décembre 1903 et de ses modificatifs;

Vu l'article 9 de la loi de finances du 18 octobre 1919;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 29 décembre 1903 susvisé reçoit les modifications suivantes :

Art. 21. — Remplacer le premier alinéa par les deux alinéas suivants :

« Tous les officiers et les employés militaires ayant rang d'officiers ou traités comme tels, quel que soit leur rang ou leur emploi, auxquels un logement est fourni avec ou sans meubles, soit dans des bâtiments appartenant à l'Etat ou loués par lui, soit dans des bâtiments appartenant à toute autre collectivité administrative ou loués par elle, subissent sur leur solde les retenues déterminées par le tarif, que ces logements soient ou non occupés par eux.

« Si le bâtiment appartient à l'Etat ou est loué par lui, le montant de la retenue est versé au Trésor au profit du compte « produits divers du budget ».

Dans les autres cas, le montant de la retenue est versé au profit du budget de la collectivité intéressée. Toutefois, si cette collectivité entend ne pas exercer son droit de retenue l'Etat se substitue à elle et la retenue est effectuée au profit du trésor.

Art. 23. — Supprimer le dernier alinéa et le remplacer par le suivant :

« En ce qui concerne les officiers logés par les collectivités administratives visées à l'article 21, les représentants qualifiés de ces collectivités adressent à l'intendant militaire les états de logement prévus ci-dessus. Ces états mentionnent obligatoirement le taux de la retenue mensuelle pratiquée au profit du budget intéressé. Si cette retenue n'est pas effectuée, l'intendant militaire émet mensuellement contre les officiers logés dans ces conditions des ordres de recette au titre « produits divers au budget de l'Etat ».

ART. 2. — Le tarif n° 22 : « Retenues de logement » annexé au décret du 29 décembre 1903, modifié en dernier lieu par le décret du 7 octobre 1927, est abrogé et remplacé par le tarif ci-après :

TARIF N° 22

Retenue journalière à opérer aux colonies et en Chine sur le traitement des officiers des corps et des services, lorsque le logement avec ou sans ameublement leur est fourni en nature (1) (art. 21, 22 et 23).

GRADES	TAUX DE LA RETENUE JOURNALIÈRE		DIMINUTION DU TAUX DE LA RETENUE pour chaque pièce en moins sur le nombre de pièces réglementaires	
	Logement avec ameublement	Logement sans ameublement	Logement avec ameublement	Logement sans ameublement (2)
	francs	francs	francs	francs
Général de division et assimilés	48,00	36,00	3,00	2,40
Général de brigade et assimilés	36,00	24,00	2,80	2,20
Colonel et assimilés	22,80	15,20	2,60	2,00
Lieutenant-colonel et assimilés	18,00	12,00	2,40	1,80
Chef de bataillon et assimilés	14,80	10,00	2,20	1,60
Capitaine et assimilés	10,00	6,80	1,60	1,00
Lieutenant, sous-lieutenant et assimilés	6,00	4,00	1,20	0,60

(1) Les chiffres ci-dessus sont réduits de moitié lorsqu'il s'agit de camps provisoires.
(2) Le nombre de pièces réglementaires qui sert de base dans le calcul de la déduction à faire subir, le cas échéant, à la retenue de logement est celui qui est prévu dans chaque grade pour les officiers chefs de famille.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux officiers de gendarmerie et aux officiers de toutes armes et de tous services, des troupes coloniales et métropolitaines hors cadres au compte des budgets généraux, locaux, spéciaux, annexes ou autres des colonies, et à ceux en service en Chine.

ART. 4. — Les nouveaux tarifs fixés pour la retenue de logement seront applicables à compter du premier jour de la quinzaine qui suivra la date de promulgation du décret au chef-lieu de chacun des groupes des colonies.

ART. 5. — Le président du conseil, ministre de la guerre, le ministre des colonies et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel et inséré aux bulletins officiels de la guerre et des colonies.

Fait à Paris, le 23 octobre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la guerre,
Édouard DALADIER.

Le ministre des colonies,
Albert DALIMIER.

Le ministre du budget,
Lucien LAMOUREUX.

Solde

ARRETE N° 773 promulguant au Togo le décret du 18 octobre 1933 modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 18 octobre 1933 modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 18 octobre 1933 modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial.

Lomé, le 23 décembre 1933.

L. PÊTRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial, en ses articles 13, 14, 15, 16 et 77;

Ensemble les décrets des 11 septembre 1920, 20 avril 1924, 16 février 1932, 24 mai 1932, 26 février 1933, ayant modifié ou complété les articles 13 et 77 du décret du 2 mars 1910;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE:

ARTICLE PREMIER. — Les articles 13, modifié par le décret du 11 septembre 1920, 14, 15 et 16 du décret précité du 2 mars 1910, sont remplacés par les dispositions suivantes:

Positions donnant droit à la solde de présence.

Art. 13. — La solde de présence est allouée aux fonctionnaires et agents se trouvant dans les positions ci-après:

1^o Aux colonies, en service ou admis à la retraite et maintenus en service jusqu'à la délivrance de leur livret de pension;

2^o En France, en service ou admis à la retraite et maintenus en service jusqu'à la délivrance de leur livret de pension;

3^o Rappelés par ordre en France;

4^o De passage dans une colonie, en France ou en pays étranger, au cours des voyages effectués soit pour se rendre à leur poste ou en revenir, soit en première destination, soit en changement de destination;

5^o En mission aux colonies, en France ou à l'étranger;

6^o A bord, à la suite d'un embarquement par ordre dans l'une des situations visées aux deux paragraphes précédents;

7^o Autorisés dans l'intérêt du service sur la demande de la colonie d'affectation, à suivre certains cours professionnels ou à effectuer des stages techniques, pendant la durée de ces cours ou stages. L'autorisation est valable seulement pour une période scolaire et doit être renouvelée chaque année;

8^o Placés dans l'une des situations prévues aux articles 14, 15, 16, 17, et 24, paragraphes II et VI, ci-après.

Fonctionnaires appelés à faire partie de certains conseils ou commissions ou cités à comparaître.

Art. 14. — I. — A droit à la solde de présence afférente à la position dans laquelle il se trouvait en dernier lieu:

a) Le fonctionnaire ou agent en service ou en congé appelé, avec ou sans déplacement, soit à siéger comme conseiller général d'un département ou d'une colonie, soit à faire partie d'un conseil de guerre ou d'un tribunal maritime, ou d'un jury criminel, d'un conseil ou d'une commission d'enquête, d'un jury d'examen ou de toute autre commission administrative;

b) Le fonctionnaire ou agent appelé à comparaître devant un tribunal civil ou militaire, un conseil ou une commission d'enquête, soit comme témoin, soit comme prévenu.

II. — Le droit à la solde de présence commence, s'il y a déplacement, du jour dudit déplacement, dans le cas contraire du jour de la convocation. Il cesse dans le premier cas le jour du retour au poste de service ou à la résidence; dans le second, le jour où l'intéressé n'est plus retenu.

III. — La durée de la période de convocation est constatée, suivant le cas, par un certificat du préfet du département, du gouverneur ou du président de cour ou de tribunal, du conseil ou de la commission d'enquête et les intéressés sont rappelés de leur solde à leur retour, sur production de cette justification (V. art. 72, 153, 154 et 155).

Fonctionnaires en expectative d'admission à la retraite.

Art. 15. — I. — A droit à la solde de présence afférente à la position dans laquelle il se trouvait en dernier lieu le fonctionnaire ou agent placé en expectative d'admission à la retraite.

II. — En aucun cas, la décision de l'autorité administrative compétente plaçant l'intéressé dans la position d'expectative d'admission à la retraite ne peut avoir pour effet de maintenir le bénéfice éventuel de la solde entière de présence pendant une période supérieure à dix-huit mois, y compris tous les congés antérieurs. Cette période est portée à vingt-quatre mois pour les fonctionnaires atteints de l'une des affections visées à l'article 55, paragraphe 2, du décret du 2 mars 1910, modifié par le décret du 3 juillet 1931.

III. — A compter du dix-neuvième ou du vingt-cinquième mois, suivant le cas, la solde est réduite au montant présumé de la pension, ou à la demi-solde, si celle-ci est supérieure au montant présumé de la retraite.

La situation de chaque intéressée donnera lieu à règlement définitif au moment où lui sera délivré le certificat de cessation de payement.

IV. — Si le fonctionnaire est placé dans la position d'expectative de retraite avant de réunir les conditions requises pour être admis à faire valoir ses droits à pension, il conserve ou recouvre le bénéfice de sa solde entière de présence jusqu'au jour où il réunira ces conditions. Après ce jour, les dispositions du paragraphe 3 lui sont applicables.

V. — La décision plaçant le fonctionnaire ou agent dans la position d'expectative de retraite est prise en France par le chef du service colonial du port administrateur, après autorisation du ministre.

VI. — Les dispositions qui précèdent sont applicables aux fonctionnaires qui se trouvent en congé aux colonies.

La décision de mise en expectative de retraite est prise par le gouverneur après autorisation du ministre.

VII. — Les dispositions du présent article ne sont pas applicables au personnel entretenu sur le budget de l'Etat régi par des actes rendus en conformité de l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919.

Recouvrement du droit à la solde de présence.

Art. 16. — I. — Le fonctionnaire ou agent qui, étant en congé à solde entière, à demi-solde ou sans solde, reçoit l'ordre de rejoindre son poste, de se rendre à une nouvelle destination ou de remplir une mission avant l'expiration de son congé, recouvre ses

droits à la solde entière de présence du jour inclus où il quitte sa résidence de congé pour suivre sa destination s'il arrive à l'époque fixée par l'ordre qu'il a reçu (V. art. 80, 153 à 155).

II. — A l'expiration d'un congé avec solde, demi-solde ou sans solde, le fonctionnaire rentre en jouissance de la solde de présence :

1^o S'il est employé en France ou dans la colonie où il a bénéficié de son congé, du jour où il a pris son service ;

2^o S'il a bénéficié de son congé en France ou dans une colonie autre que celle à laquelle il appartient, du jour où il arrive au port d'embarquement, dans les conditions fixées par son ordre de départ ;

3^o S'il a bénéficié de son congé à l'étranger, du jour de son retour dans la colonie de service.

ART. 2. — L'article 77 du décret précité du 2 mars 1910, modifié par les décrets des 20 avril 1924, 16 février 1932, 24 mai 1932 et 26 février 1933, est remplacé par les dispositions suivantes :

Maintiens par ordre.

Art. 77. — I. — Les fonctionnaires et agents soumis aux dispositions du présent décret, y compris le personnel détaché des cadres métropolitains, peuvent, à l'expiration de leur position de présence régulière dans la métropole, être maintenus par ordre en France, s'ils s'y trouvent retenus par l'un des motifs suivants :

a) Sursis de départ dans l'intérêt du service ou retard d'un paquebot à destination de la colonie de service où manque de place pour leur embarquement ;

b) Expectative de nomination dans un cadre colonial ou dans un cadre métropolitain relevant du ministère des colonies, à la suite d'un concours, d'un examen ou d'une permutation non demandée ou par nomination directe ;

c) Expectative d'affectation à une colonie nouvelle ou de comparution devant un conseil d'enquête, etc. (Voir art. 14, alinéa b), ou expectative d'admission à un des cours professionnels ou stages visés à l'article 13, position 6, du présent décret, ou expectative de résultat desdits stages ;

d) Chargés momentanément, en raison d'aptitudes spéciales, de travaux dont le caractère ne justifie pas une mise en mission.

II. — Dans la position de maintien par ordre, les intéressés ont droit à la solde qu'ils percevaient en dernier lieu ; ceux qui compteront dix-huit mois de présence en France, tous congés compris, sans y avoir accompli de service effectif, ne pourront prétendre qu'à la moitié de la solde de présence. Dans les cas exceptionnels (famille nombreuse, soins de santé dispendieux, etc.), une décision spéciale et motivée du ministre pourra prononcer la continuation de la solde entière.

III. — Pour tout maintien par ordre d'une durée supérieure à un mois, une décision ministérielle rendue dans la forme d'une dépêche au service colonial du port administrateur est nécessaire ; cette décision devra

être renouvelée, s'il y a lieu, pour chaque période supplémentaire de trois mois ; la durée totale des maintiens par ordre successifs ne peut excéder douze mois, sauf cas exceptionnels, qui devront faire l'objet d'une décision motivée du ministre.

L'ensemble des dispositions ci-dessus n'est pas applicable aux fonctionnaires et agents entretenus sur le budget de l'Etat régis par des actes rendus en conformité de l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919.

IV. — Les fonctionnaires et agents maintenus dans leurs foyers sur leur demande sont placés d'office dans la position de disponibilité, à moins qu'ils ne puissent prétendre à un congé pour affaires personnelles dans les conditions prévues à l'article 32 (voir art. 84).

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret, notamment les articles 13, 14, 15 et 16 du décret du 2 mars 1910, modifié par le décret du 11 septembre 1920 et l'article 77 du décret du 2 mars 1910 ; modifié par les décrets des 20 avril 1924, 16 février et 24 mai 1932 et 26 février 1933.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 octobre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Albert DALIMIER.

ARRETE N° 774 promulguant au Togo le décret du 21 octobre 1933 déléguant aux commandants supérieurs des troupes aux colonies l'application de certaines dispositions du règlement sur la solde aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 21 octobre 1933 déléguant aux commandants supérieurs des troupes aux colonies l'application de certaines dispositions du règlement sur la solde aux colonies ;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 octobre 1933 déléguant aux commandants supérieurs des troupes aux colonies l'application de certaines dispositions du règlement sur la solde aux colonies.

Lomé, le 23 décembre 1933.

L. PÊTRE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 21 octobre 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Par décret du 14 mai 1932, délégation a été donnée aux généraux commandant les régions et au général commandant supérieur des troupes coloniales dans la métropole :

1^o De pouvoir statuer sur les demandes d'allocation de la solde pendant la durée de l'absence aux militaires absents de leur corps pour une cause indépendante de leur volonté;

2^o Du pouvoir d'accorder le bénéfice de la solde aux officiers de réserve et sous-officiers à solde mensuelle hospitalisés au moment de la libération ou de l'expiration d'une période d'exercice;

3^o De la décision sur les demandes d'indemnités pour pertes d'effet survenues dans un service commandé ou par cas de force majeure résultant du service.

Il nous paraît opportun d'étendre aux colonies les mesures de décentralisation qui viennent d'être réalisées dans la métropole et de donner aux commandants supérieurs des troupes des divers groupes de colonies, les mêmes pouvoirs que ceux accordés aux généraux commandants les régions.

Nous avons l'honneur de vous prier, si vous approuvez ces propositions, de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint, modifiant les règlements sur la solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le président du conseil, ministre de la guerre,
Édouard DALADIER.

Le ministre des colonies,
Albert DALIMIER.

Le ministre du budget,
Lucien LAMOUREUX.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la guerre, du ministre des colonies et du ministre du budget;

Vu le décret du 29 décembre 1903 sur la solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et les divers décrets qui l'ont modifié;

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 29 décembre 1903, sur la solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies, reçoit les modifications suivantes :

TITRE I^{er}

Art. 12. — Position n^o 30. — « Absent de son corps ou de son poste pour une cause indépendante

de sa volonté et dans des circonstances spéciales non prévues par les positions ci-dessus » colonne « règles d'allocations », remplacer les mots « ministre des colonies » par « commandant supérieur des troupes du groupe dont dépend l'intéressé ».

Position n^o 39 *ter*. — « Absent de son corps ou de son poste pour une cause indépendante de sa volonté et dans les circonstances spéciales non prévues par les dispositions ci-dessus » colonne « règles d'allocation »; mettre « mêmes règles d'allocation qu'à la position n^o 30 ».

Position n^o 55. — « Convoqués pour les périodes d'exercice ou des stages d'instruction.

Subdivision a) « officiers et sous-officiers de carrière », colonne « dispositions particulières et observations », 4^o alinéa, remplacer les mots « ministre des colonies » par « commandant supérieur des troupes du groupe ».

N^o 12. — « Indemnités pour perte d'effets ».

a) « Perte par suite de captivité ou dans un service commandé ou par cas de force majeure résultant du service » colonne « règles d'allocation », remplacer le 3^e alinéa par le suivant : « L'indemnité est allouée par décision du commandant supérieur des troupes du groupe ».

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de la guerre, le ministre des colonies et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au journal officiel de la République française ainsi qu'au bulletin officiel du ministère des colonies et aura effet à compter du premier jour du mois qui suivra sa date de réception dans les divers groupes de colonies.

Fait à Paris, le 21 octobre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la guerre,
Édouard DALADIER.

Le ministre des colonies,
Albert DALIMIER.

Le ministre du budget,
Lucien LAMOUREUX.

Budget local

ARRETE N^o 776 promulguant au Togo le décret du 3 novembre 1933, approuvant l'arrêté n^o 483 pris en conseil d'administration, le 1^{er} septembre 1933 par le Commissaire de la République au Togo et portant création d'une rubrique spéciale au budget local du Territoire, exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1933, approuvant l'arrêté n° 483 pris en conseil d'administration, le 1^{er} septembre 1933 par le Commissaire de la République au Togo et portant création d'une rubrique spéciale au budget local du territoire, (exercice 1933);

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 novembre 1933, approuvant l'arrêté n° 483 pris en conseil d'administration, le 1^{er} septembre 1933 par le Commissaire de la République au Togo et portant création d'une rubrique spéciale au budget local du Territoire, exercice 1933.

Lomé, le 23 décembre 1933.

L. PÊTRE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 3 novembre 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris, en conseil d'administration, le 1^{er} septembre 1933, un arrêté créant une rubrique spéciale au budget local du Territoire, exercice 1933.

Cette mesure ne soulevant de ma part aucune objection, j'ai fait préparer, pour la ratifier, conformément aux dispositions du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
François PIÉTRI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Togo, modifié par décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 août 1933, approuvant le budget local et les budgets annexes du Togo pour l'exercice 1933;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 483 pris en conseil d'administration, le 1^{er} septembre 1933, par le Commissaire de la République au Togo et portant création d'une rubrique spéciale au chapitre VIII des recettes du budget local du Territoire, exercice 1933.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 novembre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
François PIÉTRI.

Voir arrêté n° 483 inséré au J. O. T 1933 page 483.

ARRETE N° 775 promulguant au Togo le décret du 3 novembre 1933, approuvant l'arrêté n° 510 pris en conseil d'administration, le 13 septembre 1933, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1933).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1933, approuvant l'arrêté n° 510 pris en conseil d'administration, le 13 septembre 1933, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1933);

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 3 novembre 1933 approuvant l'arrêté n° 510 pris en conseil d'administration, le 13 septembre 1933, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1933).

Lomé, le 23 décembre 1933.

L. PÊTRE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 3 novembre 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris, en conseil d'administration, le 13 septembre 1933, un arrêté portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Territoire, exercice 1933.

Ces mesures ne soulevant de ma part aucune objection, j'ai fait préparer, pour les ratifier, conformément aux dispositions de l'article 81 du décret du 30 dé-

cembre 1912 sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

François PIÉTRI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Togo, modifié par décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 août 1933, approuvant le budget local et les budgets annexes du Togo pour l'exercice 1933;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 510 pris en conseil d'administration, le 13 septembre 1933, par le Commissaire de la République au Togo et portant :

1^o Création au chapitre XI, art. 4, du budget local du Territoire pour l'exercice 1933 d'une rubrique nouvelle dotée d'un crédit de 87.000 francs;

2^o Annulation d'un crédit équivalent au chapitre XV du même budget.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 novembre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

François PIÉTRI.

Voir arrêté n° 510 inséré au J. O. T. 1933 page 512.

Taxe sur le cacao

ARRETE N° 757 promulguant au Togo le décret du 5 novembre 1933 établissant une taxe de sortie sur les exportations à destination de la France des cacaos originaires des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 5 novembre 1933, établissant une taxe de sortie sur les exportations à destination de la France des

cacaos originaires des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, le décret du 5 novembre 1933, établissant une taxe de sortie sur les exportations à destination de la France des cacaos originaires des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français.

Lomé, le 15 décembre 1933.

L. PÊTRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les lois et textes organiques des colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français sont autorisés à établir sur les cacaos exportés à destination de la France une taxe spéciale de 90 frs. par 100 kilogr. perçue au profit du budget local.

ART. 2. — Seront exemptés du paiement de la taxe prévue par l'article précédent les exportateurs qui présenteront, au moment de la sortie de leurs cacaos, un certificat dit de franchise, délivré dans les conditions suivantes :

ART. 3. — Tout exportateur expédiant sur l'étranger une quantité donnée de cacaos recevra du service local des douanes un certificat constatant la matérialité de l'opération et indiquant notamment la date à laquelle l'exportation aura été effectuée, la quantité de produits expédiés et le pays étranger de destination.

Cette pièce constituera le certificat de franchise prévu par l'article précédent et donnera droit à l'exportation sur la métropole, en franchise de la taxe spéciale, d'une quantité de cacaos égale à celle indiquée par ledit certificat.

ART. 4. — La taxe prévue par l'article 1^{er} pourra être simplement consignée ou cautionnée pendant le délai d'un an.

Durant cette période, l'exportateur consignateur ou cautionné aura la faculté d'obtenir, au moyen d'exportations sur l'étranger, un ou plusieurs certificats de franchise lui ouvrant droit au remboursement ou à l'apurement de tout ou partie des sommes consignées ou cautionnées.

Passé ce délai d'un an, les sommes consignées ou cautionnées resteront acquises ou seront dues au budget local.

ART. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 5 novembre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
François PIÉTRI.

Personnel de l'agriculture des colonies

ARRETE N° 777 promulguant au Togo le décret du 7 novembre 1933 modifiant l'article 11 du décret du 1^{er} août 1921 organisant le personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies autres que l'Indochine.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 7 novembre 1933 modifiant l'article 11 du décret du 1^{er} août 1921 organisant le personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies autres que l'Indochine;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, le décret du 7 novembre 1933 modifiant l'article 11 du décret du 1^{er} août 1921 organisant le personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies-autres que l'Indochine.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1933.

L. PÊTRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 11 du décret du 1^{er} août 1921, fixant la composition de la commission de classement du personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture dans les colonies autres que l'Indochine;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 11 du décret du 1^{er} août 1921, organisant le personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies autres que l'Indochine, est remplacé par les dispositions ci-après :

« La commission de classement est nommée par le ministre des colonies; elle est composée ainsi qu'il suit :

« Le directeur des affaires économiques au ministère des colonies, président.

« Un inspecteur général ou inspecteur des colonies.

« Le directeur du personnel et de la comptabilité ou son suppléant.

« Le directeur de l'institut national d'agronomie coloniale.

« Deux fonctionnaires du cadre général choisis autant que possible parmi les plus élevés en grade, présents en France.

« Un fonctionnaire de la direction des affaires économiques est attaché à la commission en qualité de secrétaire.

« Les fonctionnaires du cadre général ne prennent pas part aux délibérations concernant les candidats d'une classe ou d'un grade égal ou supérieur à leur classe ou à leur grade.

« En cas d'empêchement, le directeur des affaires économiques peut être remplacé par un sous-directeur, un chef ou un sous-chef de bureau de la direction des affaires économiques.

« Dans ce cas, le ministre désigne le président de la commission ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 novembre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
François PIÉTRI.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Services civils du Togo

ARRETE N° 545 portant réorganisation du cadre du personnel des services civils du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 10 juillet 1920 réorganisant le personnel des administrateurs coloniaux;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial, modifié par les décrets des 12 juin 1911 et 11 septembre 1920 et par les règlements rendus en exécution de ces textes;

Vu l'arrêté n° 92 du 16 février 1931 réglementant les conditions d'octroi du congé administratif aux fonctionnaires, employés et agents des cadres locaux européens originaires des colonies françaises et territoires sous mandat de la côte occidentale d'Afrique en service au Togo;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements et les passages du personnel colonial, modifié par les décrets du 13 juin 1912, 11 septembre 1920 et les règlements rendus en exécution de ces textes;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1926 portant règlement sur le régime des déplacements du personnel européen au Togo et tous actes subséquents le modifiant;

Vu la loi du 30 janvier 1923 réservant dans des conditions spéciales des emplois aux anciens militaires pensionnés pour infirmités de guerre;

Vu le décret du 13 juillet 1923 réservant des emplois aux anciens militaires pensionnés pour infirmités de guerre;

Vu l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905 et la circulaire ministérielle (colonies) du 29 février 1909 relative à la procédure des conseils d'enquête;

Vu l'arrêté du 22 avril 1925, organisant le cadre du personnel des services civils du Togo;

Vu les lois accordant des bonifications d'ancienneté pour services militaires;

Vu les arrêtés des 28 février 1925 et 18 août 1927 rendant applicables au personnel des cadres locaux du Togo les dispositions des arrêtés du gouverneur général de l'A. O. F. des 13 février 1925 et 21 octobre 1921 sur l'application des lois accordant des bonifications d'ancienneté pour services militaires;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1930 fixant à nouveau les soldes des agents des cadres locaux européens du Togo;

Vu la loi du 14 avril 1924 sur les pensions, et le décret du 2 septembre 1924 portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution des dispositions de la loi du 14 avril 1924;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant organisation de la caisse intercoloniale des retraites;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1932 prévoyant pour le personnel des cadres locaux européens l'octroi de congés de longue durée pour tuberculose, modifié par arrêté n° 141 du 27 février 1933;

Vu l'arrêté n° 56 du 24 janvier 1933 modifiant le classement du personnel des cadres locaux européens du Togo, ensemble

l'arrêté n° 170 du 22 mars 1933 complétant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 56 du 24 janvier 1933;

Vu le décret du 17 août 1928 permettant l'admission du personnel des services civils dans le cadre des commis d'ordre et de comptabilité de l'administration centrale du ministère des colonies;

Vu l'arrêté du 14 mars 1932, sur l'admission des commis d'ordre et de comptabilité de l'administration centrale du ministère des colonies, dans le cadre des services civils du Togo approuvé par D. M. n° 11.549/A du 1^{er} mai 1933;

Vu l'arrêté du 14 mars 1933, modifiant les conditions d'admission dans les cadres locaux européens du Togo;

Vu l'approbation ministérielle notifiée par radiotélégramme n° 247 du 21 décembre 1933;

ARRETE :

TITRE PREMIER

CONSTITUTION DU CADRE

ARTICLE PREMIER. — Le personnel des services civils du territoire du Togo placé sous le mandat de la France forme un cadre à la disposition du Commissaire de la République qui nomme à tous les emplois.

ART. 2. — Les agents de ce cadre sont toujours subordonnés, quel que soit leur grade ou leur traitement, aux fonctionnaires du corps des administrateurs des colonies. Ils peuvent indistinctement être appelés à des fonctions administratives ou judiciaires.

ART. 3. — La hiérarchie, la solde et le classement au point de vue de la concession des passages et des indemnités du personnel des services civils sont fixés comme suit :

GRADES		SOLDES	CATÉGORIES	PROPORTIONS
Adjoint principal hors classe	Après 3 ans	28.000	2 ^e	15%
	Avant 3 ans	24.000		
Adjoint principal	1 ^{re} classe	21.000		20%
	2 ^e classe	19.000		
	3 ^e classe	18.000		
Adjoint	1 ^{re} classe	15.500	3 ^e	25%
	2 ^e classe	14.000		
Commis	1 ^{re} classe	13.000		65%
	2 ^e classe	11.500		
	3 ^e classe	10.500		

Les agents des services civils servant hors de leur pays d'origine perçoivent en outre, un supplément colonial dont la quotité et les conditions d'attribution sont fixées par le règlement général sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial. Toutefois, les agents originaires de l'A. O. F. (sauf le Dahomey), de l'A. E. F. ou du territoire du Cameroun placé sous mandat de la France, perçoivent au lieu du supplément colonial, un supplément local dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Les agents originaires du Togo et du Dahomey ne perçoivent ni supplément colonial, ni supplément local.

ART. 4. — Outre le traitement ci-dessus indiqué, une indemnité spéciale est allouée aux agents des services civils qui, appelés à servir dans les bureaux du chef-lieu du Territoire, dans les conditions de l'article 2 du décret du 10 juillet 1920 réorganisant le cadre des administrateurs coloniaux, ne bénéficient pas des avantages en nature dont jouit le même personnel en service dans l'intérieur.

TITRE II

RECRUTEMENT

ART. 5. — Tout candidat à un emploi dans le cadre des services civils du Togo, doit remplir les conditions générales suivantes :

- 1^o — Être citoyen français ;
- 2^o — Produire un certificat de bonnes vie et mœurs ayant moins de trois mois de date ;
- 3^o — N'avoir aucune condamnation inscrite au bulletin n^o 2 extrait du casier judiciaire ;
- 4^o — Avoir satisfait aux obligations militaires ;
- 5^o — Justifier de l'aptitude physique au service colonial par un certificat de visite et contre-visite délivré par des médecins militaires ;
- 6^o — Avoir été reconnu indemne de tuberculose pulmonaire après examen par un médecin phthisiologue ou spécialisé ;
- 7^o — Être âgé de 21 ans au moins et pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté à l'âge limite fixé par les règlements en vigueur.

ART. 6. — Nul ne peut être admis dans le cadre des services civils du Togo qu'à l'emploi de commis de 3^e classe sauf dérogations prévues aux articles 7 et 8.

Sous réserve des dispositions édictées en faveur des militaires et anciens militaires classés, par les lois et règlements sur les emplois réservés et les lois sur le recrutement de l'armée, les commis de 3^e classe sont recrutés parmi les candidats possédant l'un des titres suivants :

Brevet supérieur de l'enseignement primaire, diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire, diplôme de sortie de l'institut commercial de Paris, de l'école coloniale du Havre, de l'école de préparation coloniale de la chambre de commerce de Lyon ou du certificat de fin d'études d'une école supérieure de commerce délivré dans les conditions des articles 14 et 15 du décret du 30 avril 1906.

A défaut de candidat militaire ou ancien militaire classé, les emplois vacants sont attribués aux autres candidats.

ART. 7. — Peuvent être agréés directement en qualité d'adjoints de 2^e classe des services civils, dans la limite du tiers des emplois vacants, les candidats qui, remplissant les conditions énumérées à l'article 5, possèdent l'un des titres énumérés ci-après :

Licence ès-lettres, en droit ou ès-sciences ; doctorat en médecine ou en pharmacie ; diplôme supérieur d'études commerciales délivré par le ministre du commerce aux élèves bacheliers sortant des écoles supérieures de commerce reconnues par l'Etat (y compris l'école des hautes études commerciales et l'institut commercial de Paris), en conformité de l'article 14 du décret du 30 avril 1906, modifié par le décret du 30 septembre 1910 ; diplôme de l'école coloniale ; diplôme de l'école des langues orientales vivantes (langues arabes ou dialectes de l'ouest africain) ;

diplôme de l'école des chartes, de l'école navale, de l'école normale supérieure, de l'école des sciences politiques, de l'institut national agronomique ; certificat attestant que le candidat a satisfait aux examens de sortie de l'école polytechnique, de l'école supérieure des mines, de l'école centrale, de l'école nationale des ponts et chaussées, de l'école spéciale de Saint-Cyr, de l'école forestière de Nancy ou de l'école du génie maritime ; brevet d'officier des armées de terre ou de mer.

ART. 8. — Des emplois d'adjoints principaux, adjoints et commis peuvent être attribués, après avis de la commission de classement, à des adjoints principaux, adjoints et commis des services civils de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du territoire du Cameroun et de Madagascar et à des commis et commis principaux d'ordre et de comptabilité de l'administration centrale du ministère des colonies (pour ces derniers à raison de un emploi par an.)

Ils ne peuvent être admis qu'à l'emploi dont la solde de présence correspond à celle dont ils jouissaient dans leur cadre d'origine ou, à défaut de correspondance, à l'emploi immédiatement inférieur. Dans ce dernier cas ils conservent à titre personnel le bénéfice de leur solde.

Tout agent ainsi admis conserve l'ancienneté qu'il avait dans l'emploi dont il était titulaire dans son cadre d'origine.

ART. 9. — La totalité des emplois d'adjoints principaux hors classé, est réservée aux adjoints principaux de 1^{re} classe des services civils du Togo.

TITRE III

STAGE

ART. 10. — Tout candidat agréé comme commis de 3^e classe ou adjoint de 2^e classe des services civils, doit accomplir une année de stage, avec présence effective au Territoire comptant du jour de son arrivée à Lomé, à l'expiration de laquelle il est, par arrêté du Commissaire de la République, pris après avis du chef hiérarchique, soit titularisé, soit licencié, soit soumis à une nouvelle période de stage d'un an.

Dans ce dernier cas, le candidat est, à l'expiration de cette période, définitivement titularisé ou licencié dans les mêmes formes.

Le licenciement peut être prononcé au cours du stage pour indiscipline, incapacité professionnelle ou inaptitude physique.

Les agents stagiaires licenciés pour inaptitude physique peuvent recevoir une indemnité de licenciement dans les conditions prévues par le règlement sur la solde.

Le temps de stage compte pour l'avancement jusqu'à concurrence d'une année.

Sont dispensés du stage les agents recrutés en exécution des dispositions de l'article 8.

AVANCEMENT

ART. 11. — Tout agent du cadre ne peut bénéficier que d'un avancement l'élevant à la solde de présence immédiatement supérieure et seulement s'il figure sur un tableau dressé à la fin de chaque année et pour l'année suivante seulement par une commission de classement.

Ce tableau est soumis par le président de la commission au Commissaire de la République qui l'arrête définitivement.

ART. 12. — Les avancements sont conférés par arrêté du Commissaire de la République, suivant l'ordre du tableau, dans la proportion de deux tiers au choix et un tiers à l'ancienneté jusqu'au grade d'adjoint principal de 1^{re} classe inclus. Pour le grade d'adjoint principal hors classe les avancements sont conférés uniquement au choix.

ART. 13. — Seuls peuvent être inscrits au tableau d'avancement les agents qui remplissent, ou rempliront au cours de l'année pour laquelle le tableau est dressé, les conditions d'ancienneté et de séjour énumérées ci-dessous :

I — AVANCEMENT EN CLASSE

a) *Au choix* — 1^o — Dans le grade de commis : dix huit mois d'ancienneté dont un an de séjour colonial effectif.

2^o — Dans le grade d'adjoint, et d'adjoint principal : deux ans d'ancienneté dont un an de séjour colonial effectif.

b) *A l'ancienneté*. — Quatre ans d'ancienneté dans la classe immédiatement inférieure dont deux ans de séjour colonial effectif.

II — AVANCEMENT EN GRADE

1^o — Pour le grade d'adjoint de 2^e classe ou d'adjoint principal de 3^e classe :

a) *Au choix*. — Deux ans d'ancienneté dans la première classe du grade immédiatement inférieur, dont un an de séjour colonial effectif ;

b) *A l'ancienneté*. — Quatre ans d'ancienneté dans la première classe du grade immédiatement inférieur dont deux ans de séjour colonial effectif.

2^o — Pour le grade d'adjoint principal hors classe : deux ans d'ancienneté dans la 1^{re} classe du grade d'adjoint principal dont un an de séjour colonial effectif.

ART. 14. — La période de stage effectuée à l'école coloniale par les agents des services civils régulièrement admis à suivre les cours de cette école, conformément aux dispositions du décret du 10 juillet 1920 réorganisant le personnel des administrateurs des colonies, et qui n'ont pas satisfait aux examens de sortie, entre en compte au point de vue de l'avancement comme temps de présence effective au Territoire.

Le temps passé en France par les agents des services civils régulièrement détachés ~~dans les conditions de l'article 33 de la loi du 30 décembre 1915~~, soit dans un service relevant du ministère des colonies, soit aux expositions coloniales, soit à l'agence économique des territoires africains sous mandat, compte pour sa durée comme ancienneté et pour la moitié comme séjour colonial. Le nombre des agents ainsi détachés ne peut dépasser 4% de l'effectif total du corps. Pendant leur détachement les agents sont notés et proposés par leur chef de service. Ils ne peuvent être détachés pour une période supérieure à trois ans, ni bénéficier de plus d'un avancement pendant la période de leur détachement.

Le temps passé par les agents des services civils en mission hors du Territoire compte comme séjour colonial jusqu'à concurrence de six mois, traversées comprises.

ART. 15. — La commission de classement du personnel des services civils est composée comme suit :

Président :

Un administrateur en chef, ou à défaut, un administrateur des colonies.

Membres :

Le chef du cabinet du Commissaire de la République.

Un administrateur ou un administrateur-adjoint des colonies.

Deux représentants du cadre des services civils choisis autant que possible parmi les agents du grade le plus élevé.

Ces derniers ne prennent pas part aux discussions et aux votes concernant les agents d'un grade égal ou supérieur au leur, mais ils continuent dans ce cas, à assister aux délibérations.

Le président et les membres sont désignés par arrêté du Commissaire de la République.

TITRE IV

DISCIPLINE

ART. 16. — Les peines disciplinaires applicables au personnel des services civils sont les suivantes :

La réprimande,

Le blâme avec inscription au dossier,

La radiation du tableau d'avancement,

La rétrogradation de grade ou de classe,

La révocation.

ART. 17. — La réprimande et le blâme avec inscription au dossier sont infligés par le Commissaire de la République sur la proposition du chef hiérarchique de l'intéressé.

La radiation du tableau d'avancement, la rétrogradation, la révocation, sont prononcées par arrêté du

(1) arrêté 13 juillet 1934. de page 623.

Commissaire de la République après avis d'un conseil d'enquête.

Le conseil d'enquête est composé comme suit :

Président :

Un administrateur en chef ou, à défaut, un administrateur des colonies.

Membres :

Un administrateur des colonies,

Un administrateur-adjoint des colonies,

Deux agents des services civils, au moins du même grade que l'intéressé, mais plus anciens que lui ou, à défaut, deux agents d'un cadre régulier, ayant la même assimilation et une ancienneté supérieure.

Le Commissaire de la République fixe, par arrêté, la composition et le lieu de réunion du conseil.

L'agent traduit devant le conseil d'enquête peut, au cours de l'information faite par le rapporteur et devant ce conseil, se faire assister d'un avocat-défenseur exerçant dans le ressort de la cour d'appel de l'A. O. F. ou d'un défenseur choisi par lui parmi les agents des divers cadres présents au lieu de réunion du conseil et agréé par le Commissaire de la République.

ART. 18. — Aucune peine disciplinaire ne peut être infligée à un agent des services civils sans qu'il ait été appelé à fournir des justifications écrites et à prendre préalablement connaissance de son dossier de personnel intégral.

TITRE V

HONORARIAT

ART. 19. — L'honorariat du grade peut être conféré par arrêté du Commissaire de la République, après avis de la commission de classement, aux agents du cadre des services civils retraités ou démissionnaires.

TITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 20. — Les agents des services civils du Togo seront versés avec leur ancienneté dans le cadre organisé par le présent arrêté au grade et à la classe correspondant au traitement dont ils jouissent actuellement.

ART. 21. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Importation de fournitures sur prestations

ARRETE N° 559 exemptant de la taxe compensatrice et de la taxe de statistique les fournitures importées par le gouvernement au titre des prestations en nature en vue de l'exécution de travaux d'intérêt général.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu l'arrêté du 21 février 1931 déterminant le taux et les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et instituant une taxe compensatrice, ensemble l'arrêté du 2 mai 1932 le modifiant;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1932 établissant dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont exemptées de la taxe compensatrice et de la taxe de statistique les fournitures de toute espèce importées par le gouvernement au titre des prestations en nature en vue de l'exécution de travaux d'intérêt général.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Approuvé par télégramme ministériel n° 233 du 6 décembre 1933.

ARRETE N° 561 exemptant des taxes de douane les fournitures importées par l'administration du Territoire au titre des prestations en nature.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 12 janvier 1929 exonérant des droits de douane les fournitures importées par les colonies au titre des prestations en nature en vue de l'exécution de travaux d'intérêt général;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à la loi sur le régime douanier colonial;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo des produits de toute origine et de toute provenance;

Vu la convention souscrite en date du 1^{er} mars 1929 entre le ministre des finances et le gouvernement du Togo en vue du remboursement au trésor dans la limite d'un montant global de dix millions de marks or de matériel sur les prestations de réparation;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont exemptées des taxes d'importation fixées par l'arrêté du 6 novembre 1928 susvisé les fournitures de toute espèce importées par le gouvernement au titre des prestations en nature en vue de l'exécution de travaux d'intérêt général.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Approuvé par télégramme ministériel n° 233 du 6 décembre 1933.

Indemnités

ARRETE N° 693 complétant les tableaux annexes de l'arrêté du 20 mai 1933.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CHARGÉ DE L'EXPÉDITION DES AFFAIRES COURANTES,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 21 octobre 1933 chargeant M. l'administrateur en chef BAUCHÉ, de l'expédition des affaires courantes du territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu l'arrêté du 20 mai 1933 fixant le tableau des indemnités de fonctions et de responsabilité, frais de bureau, frais d'éclairage des bureaux de postes, frais de représentation alloués aux fonctionnaires et agents civils et militaires en service au Territoire;

Vu l'arrêté du 26 juin 1933 promulguant le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo; notamment ses articles 55 à 66;

Vu l'arrêté du 30 septembre 1933 nommant les membres du tribunal colonial d'appel;

Sous réserve de l'approbation en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau n° 1 annexe de l'arrêté du 20 mai 1933 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

JUSTICE

Fonctionnaire membre du tribunal colonial d'appel (par vacation avec maximum mensuel de 100 frs.) 30 frs.

Membre indigène du tribunal colonial d'appel (par vacation) 15 frs.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter de la première séance du tribunal colonial d'appel sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 novembre 1933.

BAUCHÉ.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 15 décembre 1933.

Personnel détaché

ARRETE N° 746 allouant une indemnité journalière aux fonctionnaires en congé appelés à servir temporairement au service colonial de Marseille.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial;

Vu les prévisions budgétaires inscrites au titre des « frais généraux » en 1933 et 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires des corps ou services du territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, organisés par décret ou par arrêtés locaux appelés pendant la durée de leur séjour en congé en France, à servir temporairement au service colonial de Marseille recevront une indemnité journalière de fonction fixée comme suit :

1 ^{re} catégorie B.	20 frs.
2 ^e catégorie	18 frs.
autres catégories	16 frs.

ART. 2. — Cette indemnité se cumulera dans les limites fixées par les règlements avec l'indemnité spéciale de séjour en France.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Enseignement**ARRETE N° 752 rétablissant l'emploi d'inspecteur de l'enseignement.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 16 mai 1927, créant un service de l'enseignement ainsi qu'un emploi d'inspecteur de l'enseignement;

Vu l'arrêté du 19 juillet 1933, supprimant l'emploi d'inspecteur de l'enseignement;

Vu l'arrêté n° 668 du 27 octobre 1933, réorganisant l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté n° 670 du 27 octobre 1933, réorganisant l'enseignement privé au Togo;

Vu le retour de M. IMBERT, inspecteur de l'enseignement dans le Territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'emploi d'inspecteur de l'enseignement est rétabli.

ART. 2. — Le service de l'enseignement fonctionnera tel qu'il a été réglementé par l'arrêté susvisé du 16 mai 1927.

ART. 3. — L'arrêté du 19 juillet 1933 est abrogé.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Santé publique**ARRETE N° 753 plaçant le cercle de Sokodé sous le régime de surveillance sanitaire.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 23 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre

spécial temporaire, et défensif destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu l'arrêté du 28 novembre 1933, plaçant l'agglomération de Sokodé et le chantier de Kouméa sous le régime du danger imminent;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle de Sokodé est placé sous le régime de surveillance sanitaire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Droits sur les oléagineux**ARRETE N° 755 modifiant le tableau des droits perçus à la sortie du territoire du Togo.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu l'arrêté du 30 mai 1931 fixant les droits perçus à la sortie du territoire du Togo, ensemble l'arrêté du 1^{er} mai 1933 le modifiant;

Vu la loi du 6 août 1933 fixant dans la métropole les droits de douane sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés, notamment en son article 4;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau des droits de sortie annexé à l'arrêté du 30 mai 1931 susvisé et modifié par l'arrêté du 1^{er} mai 1933 est modifié à nouveau ainsi qu'il suit en ce qui concerne les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés.

DESIGNATION DES PRODUITS		UNITÉS SUR LESQUELLES PORTENT LES DROITS	QUOTITÉ
Graines et fruits oléagineux	Arachides	1.000 kilogrammes brut	Exempt
	Amandes de palme	—	—
	Karité	Valeur	—
	Coprah	—	—
	Ricin	—	—
	Autres	—	—
Huiles de palme et de palmistes		1.000 kilogrammes brut	—
Huiles d'origine locale		Valeur	—
Tous autres produits provenant de la transformation des fruits et graines oléagineux d'origine locale		—	—

ART. 2. — Le présent arrêté qui sera mis immédiatement en vigueur sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 décembre 1933.

L. PÊTRE.

ARRETE N° 756 modifiant le taux de la taxe sur le chiffre d'affaires perçue à l'exportation sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 21 février 1931 déterminant le taux et les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et la taxe compensatrice; ensemble l'arrêté du 2 mai 1932 le modifiant;

Vu la loi du 6 août 1933 fixant dans la métropole les droits de douane sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés, notamment en son article 4;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de la taxe sur le chiffre d'affaires est fixé ainsi qu'il suit pour les patentés exportateurs :

1% du chiffre des exportations en ce qui concerne les fruits et graines oléagineux, matières grasses et leurs dérivés énumérés ci-dessous :

Graines et fruits oléagineux,
Huiles de palme et de palmistes,
Huiles d'origine locale.

Tous autres produits provenant de la transformation des fruits et graines oléagineux d'origine locale.

ART. 2. — Le présent arrêté qui sera mis immédiatement en vigueur sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Taxe sur le cacao

ARRETE N° 754 instituant une taxe spéciale sur les cacaos originaires du territoire du Togo exportés à destination de la métropole.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 5 novembre 1933 autorisant les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français à établir sur les cacaos exportés à destination de la France une taxe spéciale de 90 francs par 100 kilogs. perçue au profit du budget local;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est perçu, à compter du 15 décembre 1933 et dans les conditions prévues au décret du 5 novembre 1933 susvisé, sur les cacaos exportés du territoire du Togo à destination de la France une taxe spéciale de 90 francs par 100 kilogrammes.

ART. 2. — Par dispositions transitoires pourront bénéficier du certificat prévu par l'article 3 du décret du 5 novembre 1933 les cacaos exportés à destination de l'étranger depuis le 9 novembre 1933 date de la promulgation au J. O. R. F., du décret susvisé, à l'exclusion toutefois des cacaos importés dans le Territoire sous le régime de l'entrepôt fictif.

ART. 3. — La taxe sera perçue comme en matière de droit de douanes. A cet effet, il sera ouvert au chapitre II, art. 2 paragraphe 3 (nouveau) du budget local (recettes) une rubrique spéciale : « Taxe sur les cacaos exportés du Territoire à destination de la France ». En contre partie, une nouvelle rubrique sera ouverte en dépenses au chapitre VII, art. 5. parag. 3 (nouveau) « Remboursement de la taxe sur les cacaos lors des exportations à l'étranger ». Ce remboursement donnera lieu à mandatement appuyé du certificat de franchise prévu au décret du 5 novembre 1933.

ART. 4. — La remise de 0,30% perçue par le service des douanes sera liquidée annuellement d'après les sommes définitivement acquises au Territoire et dans la limite des règlements en vigueur.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Dépenses de la commune de Lomé

ARRETE N° 759 approuvant une délibération de la commission municipale de la commune-mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment les articles 336 et 337;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant le fonctionnement des communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune-mixte de Lomé;

Vu l'arrêté du 24 janvier 1933 portant approbation du budget de la commune-mixte de Lomé, exercice 1933;

Vu la délibération de la commission municipale en date du 8 novembre 1933;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération du 8 novembre 1933 de la commission municipale de Lomé portant autorisations spéciales de dépenses au budget municipal de 1933 :

A — Dépenses obligatoires :

1-3-7. Quote-part de la commune dans la location des immeubles de la mairie, de la voirie et de l'hygiène	130
1-4-8. Salaire pour dame employée aux services de l'hygiène et de la voirie (700 frs. pour mois de décembre 1933)	700
1-5-6. Matériel de transport pour enlèvement des vidanges	7.500
1-9-1. Fourniture de courant pour l'éclairage des rues	61.000
1-9-2. Eclairage de la mairie et résidence	1.500
1-9-3. Entretien et fourniture de matériel électrique	18.000
Total	88.830

1-12-2. Dépenses de voirie — réparation nouvelle :

Au lieu de :

a) Achat d'essence et d'huile	35.000
b) Entretien du camion et arroseuse	20.000
c) Outillage divers	2.000
d) Travaux et transports chemin de fer (latérite)	30.000
e) Imprévus	3.000
Total	90.000

Lire :

a) Achat d'essence et huile	8.000
b) Outillage divers	7.000
c) Travaux divers d'entretien et de construction de rues	50.000
d) Aménagement des marchés et abattoir de la ville	20.000
e) Imprévus	5.000
Total	90.000

1-21-2. Remboursements de dégrèvements 25.000

Total des augmentations des dépenses obligatoires 113.830

B — Dépenses facultatives :

2-1-1. Solde d'un chauffeur 400

Au lieu de :

2-3-2. Autres fêtes et solennités :

Lire :

Frais pour autres fêtes, solennités et réunions de commissions	1.200
Total des dépenses facultatives	1.600
Soit	115.430

ART. 2. — Ces ouvertures de crédits sont gagées sur les fonds libres du budget municipal et provenant de crédits inscrits au budget primitif qui ne seront pas employés suivant détail ci-dessus.

A — Dépenses obligatoires :

1-2-1. Solde et accessoires du personnel de mairie	5.000
1-2-3. Frais de représentation de l'administrateur-maire	4.400
1-4-2. Solde et accessoires d'un agent d'hygiène européen	4.500
1-4-4. Salaires des manœuvres d'hygiène	8.430
1-5-3. Matériel de transport pour enlèvement des ordures, matériel de balayage, poubelles, (paragraphe b)	70.000
1-11-2. Surveillant européen de la voirie (solde)	15.000
1-11-3. Solde d'un chauffeur contractuel	3.500
1-20-1. Entretien des enfants assistés	3.000
Total des annulations des dépenses obligatoires	113.830

B — Dépenses facultatives :

11-2-2. Dépenses d'entretien de l'automobile de l'administrateur-maire	400
11-3-1. Fêtes publiques, « Fêtes nationales »	1.200
Total des annulations des dépenses facultatives	1.600

Total de l'ensemble 115.430

ART. 3. — Une annulation d'un crédit de 30.000 francs est également faite au titre du chapitre I, article 2 paragraphe 1 « solde de l'agent des travaux publics affecté à la voirie ».

La subvention de 802.000 francs inscrite aux recettes du budget communal chapitre I art. 10, pour « insuffisance de revenus » sera réduite d'autant.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Beurre de karité

ARRETE N° 768 mettant une avance à la disposition du commandant de cercle de Sokodé pour lui permettre d'effectuer des achats de beurre de karité en vue d'en propager la production.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 149;

Vu la note de service n° 2161 AE du 16 octobre 1933 autorisant le commandant de cercle de Sokodé à acheter les stocks de beurre de karité dont les producteurs de sa circonscription n'ont pu effectuer la vente;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un crédit de 3.000 frs. imputable au budget local — chapitre XVIII, article 1^{er} — est mis à la disposition du commandant de cercle de Sokodé pour lui permettre d'effectuer des achats de beurre de karité aux producteurs de sa circonscription.

ART. 2. — Le produit de la revente viendra en atténuation du chapitre qui aura supporté l'avance.

Dans le cas où il subsisterait un excédent à la clôture des opérations, il serait pris en recettes au budget local — exercice 1933, chapitre IV, art. 5, paragr. 4 — Recettes éventuelles et non classées — Les excédents de dépenses éventuelles seront supportés par le budget local, chapitre XVII article 2 — Dépenses imprévues.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Café

ARRETE N° 783 fixant le prix de revient du kilogramme de café dans le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 portant — 1^o création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat français — 2^o établissement d'une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglementant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 susvisée;

Vu l'arrêté du 22 février 1933 réglementant l'attribution de la prime à l'exportation des cafés;

Vu l'arrêté du 12 février 1933 fixant le prix de revient du café par kilogramme dans le territoire du Togo;

Vu le radiotélégramme ministériel n° 245 du 20 décembre 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix de revient du kilogramme de café dans le territoire du Togo est fixé à 7 francs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1933.

L. PÊTRE.

ARRETE N° 784 fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le 1^{er} trimestre 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 portant — 1^o création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat français — 2^o établissement d'une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglementant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 susvisée;

Vu l'arrêté du 22 février 1933 réglementant l'attribution de la prime à l'exportation des cafés;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1933 fixant le prix de revient du kilogramme de café dans le territoire du Togo;

Vu le radiotélégramme ministériel n° 245 du 20 décembre 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La prime prévue à l'article 17 du décret du 31 mai 1931 susvisé est fixée à soixante quinze centimes par kilogramme pour les exportations effectuées du 1^{er} janvier 1934 au 31 mars 1934 inclus.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Fixation des mercuriales officielles

ARRETE N° 799 portant fixation des mercuriales officielles pour le calcul des droits « ad valorem » à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo pour le premier semestre de l'année 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 3 juin 1927 instituant une commission des mercuriales;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée du territoire du Togo des produits de toute origine et de toute provenance;

Vu le décret du 31 janvier 1931 déterminant le taux et les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et instituant une taxe compensatrice;

Vu l'arrêté du 30 juin 1933 portant fixation des mercuriales officielles pour le calcul des droits ad valorem à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo;

Après avis de la commission des mercuriales;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits « ad valorem » applicables aux marchandises à l'entrée et à la sortie du Togo seront liquidés par le service des douanes, pendant le premier semestre de l'année 1934, en conformité des indications du tableau ci-annexé qui serviront également à l'établissement des statistiques du commerce dans la même période.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1933.

L. PÊTRE.

**TABEAU DES MERCURIALES OFFICIELLES EN VIGUEUR PENDANT LE 1^{er} SEMESTRE 1934
POUR LE CALCUL DES DROITS «AD VALOREM» A L'ENTRÉE ET A LA SORTIE DU TOGO ET
A L'ÉTABLISSEMENT DES STATISTIQUES DU COMMERCE**

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU 1 ^{er} SEMESTRE 1934	
Acide carbonique	100 kilogrammes net.	410 frs.	
Alcools dénaturés	L'hectolitre.	375 —	
Amandes de karité	100 kilogrammes brut.	50 —	
Amandes de palme	—	55 —	
Amidons	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	275 —	
Animaux vivants {	Bœufs et vaches	La tête.	200 —
	Moutons et chèvres	—	30 —
	Porcs	—	50 —
	Poulets	—	3.50
Arachides {	en coques	100 kilogrammes brut.	30 —
	décortiquées	—	45 —
Babouches brodées de fils de coton	La paire.	42 —	
Babouches ornées de fils de soie ou fils métalliques	—	80 —	
Babouches pour enfants dont la longueur de semelle est inférieure à 23 centimètres	—	18 —	
Babouches autres {	à semelles simples	—	25 —
	à semelles renforcées.	—	35 —
Beurre de karité	100 kilogrammes net.	80 —	
Beurre (salé ou non salé)	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	1,900 —	
Bière {	en fût (1)	L'hectolitre.	175 —
	en bouteilles (bouteilles comprises)	—	370 —
Biscuits de mer {	légèrement sucrés.	100 kilogrammes net.	250 —
	non sucrés	—	230 —
Bougies de toutes sortes	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	450 —	
Bouteilles et flacons {	plus de 0 litre, 50	Le cent.	50 —
	de 0 litre, 10 à 0 litre 50	—	30 —
	de moins de 0 litre, 10	—	20 —
Cacao en fève	100 kilogrammes net.	150 —	
Café vert d'importation	—	500 —	
Café vert d'origine locale	—	500 —	
Caoutchouc brut.	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	150 —	
Carbure de calcium.	—	150 —	
Céréales en grains. {	orge.	100 kilogrammes brut.	65 —
	maïs	—	35 —
Chaux hydraulique.	—	18 —	
Chicorée (brûlée ou moulue).	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	400 —	
Chocolat ordinaire en tablettes (2).	—	900 —	
Ciment (à l'exclusion du ciment fondu et ciment coloré)	100 kilogrammes brut.	20 —	
Cire. {	brute	—	200 —
	clarifiée	—	600 —
Clous de girofle	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	1,200 —	
Colas	100 kilogrammes net.	500 —	
Confitures. {	50% de sucre ou plus .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	800 —
	moins de 50% de sucre	—	600 —
Cornes brutes de bétail	100 kilogrammes brut.	75 —	
Coton égrené.	100 kilogrammes net.	350 —	
Coprah.	—	80 —	
Cuivre pur ou allié {	première fusion (masses et	—	500 —
	de zinc ou d'étain { barres)	—	600 —
	battu ou laminé et en fils	—	600 —

(1) La valoration mercuuriale n'est applicable qu'aux seules bières en fûts dont la valeur de facture est inférieure à 175 francs l'hectolitre emballage non compris. Celles dont la valeur de facture est égale ou supérieure à 175 francs sur les mêmes bases seront soumises aux droits de cette valeur de facture majorée de 25 %.

(2) La valoration mereuuriale n'est applicable qu'aux seuls chocolats dont la valeur de facture est inférieure à 900 francs les 100 kg. demi-brut. Ceux dont la valeur de facture est égale ou supérieure à 900 francs les 100 kg. demi-brut, seront soumis aux droits d'après cette valeur de facture majorée de 25 %.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU 1 ^{er} SEMESTRE 1934.
Daines-jeannes et bonbonnes.	La pièce.	25 frs.
Dattes de qualité commune importées en caisses en sacs ou emballages similaires	100 kilogrammes net.	150 —
Défenses d'éléphant	100 kilogrammes net.	4.500 —
Dent d'hippopotame	—	3.000 —
Drums et bidons en tôle importés pleins	100 kilogrammes net.	220 —
Encens non purifié (3)	—	750 —
Essence de térébenthine	100 kilogrammes net.	450 —
Estagnons d'essences ou de pétroles importés pleins	La pièce	3 —
Huiles de pétroles et de chistes (pétroles en caisses et estagnons)	l'hectolitre (emballage compris)	90 —
Essence en vrac et en fûts	—	95 —
Essence en caisse et estagnons	—	100 —
Mazout	100 kilogs brut	80 —
Farine de froment	en sacs.	100 kilogrammes brut.
	en estagnons	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.
	en barils	100 kilogrammes net.
Farine de manioc	—	30 —
Fécules exotiques (sagou, salep et similaires)	—	200 —
Fers et aciers ordi-	100 kilogrammes net.	75 —
naires (4).	—	125 —
Films cinématographiques	étirés en barres de tous profils	Le mètre de longueur.
	feuillards et bandes.	0,50
—	en location.	0,20
Fils de coton en éche-	simples	100 kilogrammes net.
		—
		—
	retors	—
		—
		—
veaux pour tissage	écrus	1.150 —
	blanchis	1.375 —
	teints	1.400 —
	écrus	1.600 —
	blanchis	1.900 —
	teints	—
Fruits de tables frais	bananes	75 —
	ananas	150 —
Fûts en fer ou acier importés pleins	—	220 —
Gomme copal	100 kilogrammes brut.	600 —
Goudron végétal	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	140 —
Graines de coton	100 kilogrammes brut.	25 —
Graines de kapok	—	30 —
Graines de sésames	—	75 —
Graines de ricin	—	75 —
Graisses végétales alimentaires autres	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	450 —
Gruaux, semoules en gruau et blé concassé	100 kilogrammes net.	220 —
Huiles végétales	d'olives (5)	750 —
	en fûts net	—
	en bouteilles ou es-	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.
	tagnons $\frac{1}{2}$ net	800 —
	d'arachides d'im-	100 kilogrammes net.
	portation	—
	en fûts	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.
	en bouteilles ou	500 —
	estagnons (6).	200 —
	d'arachides de fabrication locale.	100 kilogrammes net.
sésames	—	800 —
	de lin	200 —
	de coton	600 —
	de palme	60 —
Ignames	100 kilogrammes brut.	20 —
Kapok	100 kilogrammes net.	200 —
Kapok égrené	—	450 —

(3) L'encens purifié est taxé à la valeur de facture majorée de 25 %.

(4) Sont considérés comme fers et aciers ordinaires les métaux de l'espèce valant moins de 125 frs. les 100 Kilos net au prix de facture.

(5) Non compris les huiles de tables contenant une certaine proportion d'huile d'olive qui sont taxées ad valorem.

(6) Bouteilles ou estagnons compris.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU 1 ^{er} SEMESTRE 1934
Lait { naturel ou stérilisé	100 kilogrammes ½ net.	450 frs.
. { concentré (pur ou sucré)	—	600 —
Légumes secs entiers autres que ceux d'origine locale (7)	100 kilogrammes brut.	300 —
Légumes secs d'origine locale	100 kilogrammes brut.	125 —
Morue (verte ou sèche)	100 kilogrammes net.	400 —
Os et sabots de bétail bruts	100 kilogrammes brut.	30 —
Oxydes de plomb	—	325 —
Peaux brutes de bœufs { sèches	—	175 —
. { vertes	—	50 —
Peaux brutes de chèvres	—	250 —
Peaux brutes de moutons	—	175 —
Piment d'origine locale	100 kilogrammes net.	300 —
Pitchpins sciés	Le m3.	700 —
Plombs de toutes sortes (autres que tuyaux et plombs de chasse et fusibles utilisés en électricité).	100 kilogrammes brut.	200 —
Plombs de chasse	100 kilogrammes brut.	450 —
Plumes de parure { de marabout	Le gramme net.	2 —
. { d'autruche	—	1 —
Poissons secs fumés d'origine locale	100 kilogrammes net.	250 —
Poissons secs salés	—	250 —
Racines de salsepareille	100 kilogrammes brut.	1.000 —
Riz	—	60 —
Riz africain	—	70 —
Saindoux	100 kilogrammes ½ brut.	900 —
Sapins sciés	Le m3	450 —
Savons autres que ceux de parfumerie.	100 kilogrammes net.	210 —
Semoules de maïs	100 kilogrammes brut.	150 —
Semoules en pâtes et pâtes d'Italie	100 kilogrammes ½ net.	400 —
Sons de toutes sortes	100 kilogrammes brut.	50 —
Soufre	100 kilogrammes net.	150 —
Suif	100 kilogrammes ½ brut.	450 —
Thés de toutes sortes (8)	100 kilogrammes net.	1.200 —
Tuiles plates à recouvrement	Le mille.	600 —
Vanille en vrac	le kilogramme net.	175 —
Végétaux, filaments { de	100 kilogrammes net.	150 —
et tiges à ouvrer . { sisal	—	200 —
Viandes salées { de porc { jambon en boîte	100 kilogrammes ½ net.	1.900 —
. { { jambon autres	100 kilogrammes ½ brut.	1.600 —
. { saucisson { lard en planches	100 kilogrammes net.	1.000 —
. { {	100 kilogrammes ½ brut.	2.100 —
Vinaigres autres que de parfumerie en fût	L'hectolitre.	200 —
Vins ordinaires en fûts (9)	—	250 —
Zinc laminé	100 kilogrammes net.	250 —
Autres produits soumis à la taxation ad valorem (10)	Valeur.	F+ 25%

(7) Les légumes en farine sont taxés ad valorem F + 25 %.

(8) Les thés dont la valeur de facture est supérieure à 1.200 francs les 100 kilos net échappent à la mercuration et sont, par suite, soumis aux droits sur la valeur de facture majorée de 25%.

(9) Cette valoration n'est applicable qu'aux seuls vins ordinaires en fût, dont le prix de facture (emballage compris) est égal ou inférieur à 250 frs. l'hectolitre. Pour les vins ordinaires importés en demi-muids, la valeur de l'emballage est fixée forfaitairement à 200 frs. Les boissons de l'espèce, dont le prix de vente dépasse 250 frs. l'hectolitre logé, échappent à la mercuration et sont par suite, soumises aux droits d'après la valeur de facture majorée de 25 %.

(10) Les produits non dénommés au tarif et non mercuroialisés sont passibles d'un droit de 10% de la facture (emballage compris) majorée de 25%.

NOTA. — La taxe ad valorem applicable à une marchandise couvre à la fois le contenu et le contenant lorsque le produit est imposé d'après le prix de facture, c'est-à-dire d'après le prix de la marchandise au moment où elle sort des magasins du commerçant expéditeur (emballage compris). Il résulte de ces dispositions que les droits à appliquer aux produits non mercuroialisés et renfermés dans des emballages mercuroialisés (vins ordinaires en bouteilles, huiles lourdes contenues dans des drums en tôle, etc...) ne peuvent être basés que sur le prix de facture de l'envoi, c'est-à-dire sur la valeur cumulée du contenu et du contenant avec majoration de 25%. Il n'y a dès lors pas lieu, dans le cas envisagé, de faire supporter en outre à l'emballage mercuroialisé le droit qui lui est propre d'après la valoration mercuroiale.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Affectations

Par décisions des :

8 décembre 1933. — Le médecin-lieutenant LUTZ provenant des travaux neufs, est affecté provisoirement à Lomé, en remplacement du médecin-capitaine SOHIER rapatrié.

12 décembre 1933. — M. HORARD, chef ouvrier d'art, hors classe des travaux publics du Togo, actuellement en service à Nuatja (cercle d'Atakpamé), est affecté à Anécho, à la disposition du service des travaux publics.

13 décembre 1933. — M. IMBERT Robert, inspecteur de 2^e classe de l'enseignement primaire, attendu à Lomé par s/s *Canada* du 14 décembre 1933, est nommé chef du service de l'enseignement au Togo, en remplacement de M. MARTIN, chef du service p. i., qui demeure directeur du cours complémentaire.

M. IMBERT est également nommé inspecteur de l'enseignement.

13 décembre 1933. — Madame IMBERT Louise, institutrice principale hors classe du cadre local du Togo, attendue à Lomé par s/s *Canada* du 14 décembre 1933 est mise à la disposition du chef du service de l'enseignement.

Monsieur ASTIER Arthur, brigadier de 1^{re} classe des douanes, attendu à Lomé par s/s *Canada* du 14 décembre 1933 est mis à la disposition du chef du service des douanes.

18 décembre 1933. — M. MAILLET, adjoint des services civils, agent spécial du cercle de Mango, est nommé comptable-matières et surveillant-chef de la prison du dit cercle.

Il aura droit en ces qualités aux indemnités prévues à l'arrêté du 20 mai 1933.

M. ALIBERT ingénieur-adjoint de 2^e classe des services techniques et scientifiques de l'agriculture aux colonies, de retour dans le Territoire est chargé des fonctions suivantes dans les circonscriptions sous le contrôle du chef du service de l'agriculture :

1^o — Organisation et contrôle de la lutte antiparasitaire pour la protection des plantes cultivées ou spontanées ayant un caractère utilitaire.

2^o — Direction de la lutte antiacridienne.

Les fonctions de M. ALIBERT sont assimilées à celles d'un chef de secteur d'étude et d'expérimentation agricoles.

19 décembre 1933. — Est abrogée la décision N° 901 du 20 novembre 1933 désignant M. WALLON Gaston, comptable après 36 mois des travaux publics du Togo

pour remplir les fonctions de gérant de la caisse d'avances, de billeteur et de caissier central du chemin de fer et du wharf ; M. WALLON est nommé agent comptable intermédiaire, billeteur et gérant de la caisse d'avances du service du chemin de fer et du wharf.

M. WALLON aura droit à l'indemnité de responsabilité prévue à l'article 2 de l'arrêté N° 742 à l'exclusion des indemnités de responsabilité prévues au tableau N° 2 de l'arrêté N° 324 du 20 mai 1933.

La présente décision aura son effet pour compter du 1^{er} décembre 1933.

Congés et passages

Par décisions des :

7 décembre 1933. — Un congé de fin de contrat de 6 mois, pour en jouir 21 boulevard Bineau à Levallois-Perret (Seine), est accordé à M. SARRAZIN Félix, médecin contractuel au Togo.

Une réquisition de passage en 1^{re} classe (1^{re} catégorie B), de Lomé à Marseille lui est en outre délivrée sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 7 janvier 1934.

13 décembre 1933 — Un congé de fin de contrat de 6 mois, est accordé à M. HERAUD Gabriel, mécanicien contractuel des travaux publics, pour en jouir 56, rue Bournizet à Vouziers (Ardennes).

Une réquisition de passage en 2^e classe, 3^e catégorie, de Lomé à Bordeaux, lui est en outre accordée ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Asie* attendu à Lomé vers le 2 janvier 1934.

18 décembre 1933. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Paris 8^e est accordé à M. MONNIER Edouard, adjoint des services civils du Togo qui compte 24 mois 11 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2^e classe (3^e catégorie) lui est en outre délivré sur le paquebot *Asie* attendu à Lomé vers le 2 janvier 1934.

7 décembre 1933. — Une réquisition de passage en 1^{re} classe 1^{re} catégorie B, de Lomé à Marseille sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 7 janvier 1934, est accordée à M. DENAND Albert, chef de section contractuel au service de construction du chemin de fer central togolais, ainsi qu'à sa femme se rendant 19, rue des Minimes à Marseille.

PERSONNEL INDIGÈNE

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

Mutations

Par arrêtés des :

30 novembre 1933. — La sage-femme auxiliaire de 3^e classe BONIN née Louise TEVI, en service hors cadre au Togo est réintégrée dans les cadres et mise à la disposition du lieutenant-gouverneur de la Côte d'Ivoire.

La sage-femme auxiliaire de 3^e classe stagiaire Diogo Joséphine, en service hors cadre du Togo est réintégrée dans les cadres et mise à la disposition du lieutenant-gouverneur de la Guinée.

La sage-femme auxiliaire de 3^e classe Dossou Victorine, en service hors cadre au Togo est réintégrée dans les cadres et mise à la disposition du lieutenant-gouverneur du Dahomey.

Affectation

Par arrêté du :

30 novembre 1933. — La sage-femme de 3^e classe stagiaire CHRYSOSTOME Louise, en service à la circonscription de Dakar est placée dans la position de congé hors cadre pour une durée de 2 ans.

M^{lle} CHRYSOSTOME est mise pendant cette période à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

Prolongation de stage

Par arrêté du :

30 novembre 1933. — L'infirmière visiteuse stagiaire ANODIKPE Cathérine est soumise à une nouvelle période de stage d'une année pour compter du 4 décembre 1933.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Affectations

Par décisions des :

8 décembre 1933. — Les agents de l'enseignement officiel dont les noms suivent, sont mis à la disposition du chef du service de l'enseignement, à Lomé :

Diogo Christophe, moniteur de 3^e classe

MENSAH Joseph YEKPLI, moniteur de 5^e classe, en service à Bafilo.

L'aide médecin et les infirmiers provenant du service médical des travaux neufs, reçoivent les affectations suivantes :

Hôpital de Lomé. — ATIKOSI David, infirmier de 1^{re} classe, EDOE Félix, infirmier de 2^e classe, FOLLY Fidèle, infirmier de 3^e classe, ANANI Christophe, AMETPE Louis, ABBEY Robert, DEKPO Conrad, infirmiers de 4^e classe, et PIO Albert, KPODAR Emile, infirmiers de 5^e classe.

Hôpital d'Anécho. — KPODAR Justo, infirmier de 5^e classe.

Hôpital de Palimé. — DE SOUZA Patrice, aide médecin de 4^e classe.

Hôpital d'Atakpamé. — LAWSON Christian, infirmier de 5^e classe.

Poste de secours d'Akaba. — PADONOU Jean, infirmier de 1^{re} classe.

Poste de secours de Pagala. — AKPA Félix, infirmier de 3^e classe.

Subdivision de Bassari. — GBETO Félix, infirmier de 4^e classe.

La présente décision aura son effet pour compter du 15 décembre 1933.

18 décembre 1933. — Le commis-expéditionnaire de 5^e classe VIEIRA François, du service de construction du chemin de fer central togolais, est affecté au cabinet du Commissaire de la République; pour compter du 1^{er} janvier 1934.

19 décembre 1933. — Le commis-expéditionnaire de 6^e classe du service de l'enseignement DOGBE Godwin, est affecté au cercle de Sokodé, en remplacement du commis-expéditionnaire de 3^e classe QUASHIE William, titulaire d'un congé.

Nomination

Par arrêté du :

8 décembre 1933. — Le nommé ATAYI Louis, titulaire du certificat de fin d'études primaires élémentaires, est agréé dans le cadre des infirmiers, en qualité d'élève-infirmier, à compter du 15 décembre 1933 et mis à la disposition du chef du service de santé.

Promotions

Par arrêté du :

12 décembre 1933. — Sont promus pour compter du 31 décembre 1933, dans le personnel des cadres locaux indigènes :

Enseignement

Au grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe :

AKOUSSON François, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Au grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe :

DEGBOE Alphonse, instituteur-adjoint de 4^e classe.

ÉKOUÉ Pierre, instituteur-adjoint de 4^e classe.

Au grade de moniteur de 2^e classe de l'enseignement officiel :

JOHNSON David, moniteur de 3^e classe.

Au grade de moniteur de 3^e classe :

BARRIGAH Samuel, moniteur de 4^e classe.

Au grade de moniteur de 4^e classe de l'enseignement officiel :

AGBEKPONOU Louis, moniteur de 3^e classe.

Agriculture

Au grade de moniteur auxiliaire de 2^e classe :

KPADE Joséph, moniteur auxiliaire de 3^e classe.

Au grade de moniteur auxiliaire de 3^e classe :

YAO KADÉGA, moniteur auxiliaire de 4^e classe.

Douanes

Au grade de commis de 2^e classe des douanes :

ARMERDING Stephan, commis de 3^e classe des douanes.

P. T. T.

Au grade de commis de 7^e classe :

JOHNSON Robert, commis de 8^e classe.

Commis-expéditionnaires*Au grade de commis-expéditionnaire de 1^{re} classe :*

FOLLY Michel, commis-expéditionnaire de 2^e classe.

Au grade de commis-expéditionnaire de 2^e classe :

D'ALMEIDA Antoine, commis-expéditionnaire de 3^e classe.
ZINSOU Christophe, commis-expéditionnaire de 3^e classe.

Au grade de commis-expéditionnaire de 4^e classe :

MESSAH Pierre Sylvanus, commis-expéditionnaire de 5^e classe.
BRYM Louis, commis-expéditionnaire de 5^e classe.

Au grade de commis-expéditionnaire de 5^e classe :

BRENNER Carl Marcellin, commis-expéditionnaire de 6^e classe.

Travaux publics*Au grade d'ouvrier de 1^{re} classe :*

KPODAR Assiogbor, ouvrier de 2^e classe.

Au grade de mécanicien-conducteur de 3^e classe :

DOSSAH DJIBAHOU Philippe, mécanicien-conducteur de 4^e classe.

Au grade de mécanicien-conducteur de 4^e classe :

FOLLY Pancréasus mécanicien-conducteur de 5^e classe.

Chemins de fer*Au grade de facteur-enregistreur de 3^e classe :*

AJAVON Ernest, facteur-enregistreur de 4^e classe.
MEDIOHOUAN Julien, facteur-enregistreur de 4^e classe.

Santé*Au grade d'aide-médecin de 4^e classe :*

AYENA Dermann, aide-médecin de 5^e classe.

Par décision du :

19 décembre 1933. — Est constaté le passage automatique à l'échelon supérieur de solde (2^e échelon 3.300 frs.) de l'interprète auxiliaire (1^{er} échelon 3.000 frs.) MEATCHI ALBADA, en service au cercle de Sokodé, pour compter du 1^{er} janvier 1934, date à laquelle il a terminé sa période de stage réglementaire dans l'échelon inférieur.

Titularisation**Par arrêté du :**

19 décembre 1933. — L'interprète auxiliaire (2^e échelon) ADOUAYI Joseph, en service au cercle de Klouto, est titularisé interprète de 5^e classe, pour compter du 1^{er} décembre 1933.

ERRATUM au journal officiel du 16 novembre 1933
page 617, 13^e ligne en commençant par le bas :

Au lieu de :

11 décembre 1933

Lire :

11 décembre 1932.

Congés et permissions**Par décisions des :**

7 décembre 1933. — Un congé de 22 jours, avec traitement, du 11 décembre 1933 au 1^{er} janvier 1934 inclus, est accordé au commis radiotélégraphiste principal de 5^e classe EBANDA Ernest, en service à la station de T.S.F. de Lomé, pour en jouir à Douala (Cameroun).

Une réquisition de passage de Lomé à Douala, en 3^e classe, 2^e catégorie, indigène lui sera délivrée sur paquebot *Foucauld*, attendu à Lomé vers le 8 décembre 1933.

8 décembre 1933. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 15 décembre 1933 au 14 mars 1934 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 7^e classe Kokou Louis, en service à l'inspection de l'enseignement, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 45 jours, avec traitement, du 15 décembre 1933 au 28 janvier 1934 inclus, est accordé à l'aide-médecin de 5^e classe Vivoni Hermann, en service à Mango, pour en jouir à Lomé.

L'aide-médecin de 3^e classe FOLLY Blaise, en service à Sokodé, est affecté à Mango durant le congé de l'aide-médecin Vivoni Hermann.

Un congé de 90 jours, avec traitement, du 16 décembre 1933 au 15 mars 1934 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 3^e classe ALOMENU Emmanuel, en service au wharf, pour en jouir à Peki (Togo-zone-anglaise).

Un congé de 60 jours, avec traitement, du 15 décembre 1933 au 12 février 1934 inclus, est accordé au receveur de 8^e classe QUEVISON Antoine, en service aux chemins de fer (exploitation), pour en jouir au Territoire.

11 décembre 1933. — Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir au Togo, est accordé à M. JOHNSON Romuald, instituteur-adjoint de 3^e classe du cadre secondaire de l'A.O.F., qui compte 18 ans de séjour consécutifs dans le Territoire, pour compter du 24 décembre 1933.

Un congé de 56 jours, avec traitement, du 15 décembre 1933 au 8 février 1934 inclus, pour en jouir à Afagnagan (cercle d'Anécho), est accordé au planton de 5^e classe Daniel TOGBE, en service au cabinet.

Une permission de 15 jours, avec traitement, du 15 au 29 décembre 1933 inclus, est accordée au surveillant auxiliaire de 2^e classe des P.T.T. Emmanuel KOUAKOU, en service au cercle de Klouto, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 25 décembre 1933 au 23 janvier 1934 inclus, est accordé à l'instituteur-adjoint de 4^e classe BANDEIRA James, en service à Sokodé, pour en jouir à Lomé.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 23 décembre 1933 au 21 janvier 1934 inclus, est accordé à l'instituteur-adjoint de 3^e classe TETTEKPOE Léopold, en service à Daye-Kakpa (cercle de Klouto), pour en jouir à Zalivé (cercle d'Anécho).

12 décembre 1933. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 15 décembre 1933 au 14 mars 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 5^e classe Ben Sami AQUEBEBURU, en service à Dadja (cercle d'Atakpamé) pour en jouir à Anécho.

Un congé de 90 jours, sans solde, du 12 décembre 1933 au 11 mars 1934 inclus, est accordé au planton de 6^e classe HOUNTONDI AGBANGLA, en service au secrétariat général, pour en jouir à Savalou (Dahomey).

13 décembre 1933. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 1^{er} janvier au 31 mars 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 5^e classe MOUMOUNI SAMA, en service à la subdivision des travaux publics de Lomé-ville, pour en jouir à Agbandi (cercle d'Atakpamé).

14 décembre 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 2 au 31 janvier 1934 inclus, est accordé au maître-ouvrier de 7^e classe FALSCHAU Gérard, en service à Sokodé, pour en jouir à Sokodé.

Un congé de 35 jours, avec traitement, du 26 décembre 1933 au 29 janvier 1934 inclus, est accordé à l'instituteur-adjoint de 4^e classe KOFFI Julien, en service à Okou, pour en jouir à Anécho.

14 décembre 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 15 janvier au 13 février 1934 inclus, est accordé au surveillant des P. T. T. de 3^e classe LASSEY Antoine, en service à Atakpamé, pour en jouir à Togo-ville (cercle d'Anécho).

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 29 décembre 1933 au 28 janvier 1934 inclus, est accordé au moniteur de 5^e classe JOHNSON Denis, en service au cercle de Sokodé, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 29 jours, avec traitement, du 29 décembre 1933 au 26 janvier 1934 inclus, pour en jouir à Anécho (Togo) est accordé à l'instituteur auxiliaire de 1^{re} classe TEKOE Alexandre en service à Sokodé.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 25 décembre 1933 au 24 janvier 1934 inclus, est accordé au moniteur de 5^e classe MENSAH Joseph, en service à Bafilo (cercle de Sokodé), pour en jouir à Tsévié (cercle de Lomé).

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 29 décembre 1933 au 27 janvier 1934 inclus, est accordé à l'instituteur auxiliaire de 1^{re} classe JOHNSON Gabriel, en service à Mango, pour en jouir à Lomé.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 29 décembre 1933 au 27 janvier 1934 inclus, est accordé à l'instituteur auxiliaire de 1^{re} classe MOREIRA Benoît, en service à Sokodé, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 27 décembre 1933 au 25 janvier 1934 inclus, est accordé à l'instituteur-adjoint de 4^e classe MENSAH KOUÉVI, en service à Kabou (cercle de Sokodé), pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 29 décembre 1933 au 27 janvier 1934 inclus, est accordé au moniteur de 3^e classe JOHNSON David, en service à Dapango (cercle de Mango), pour en jouir à Agouégan (cercle d'Anécho).

Un congé de 56 jours, avec traitement, du 2 janvier au 26 février 1934 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire principal de 2^e classe Dosso Augustin, en service au secrétariat général (bureau des finances), pour en jouir au Territoire.

16 décembre 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 24 décembre 1933 au 22 janvier 1934 inclus, est accordé au moniteur de 4^e classe PANOU Pierre, en service à Sansanné-Mango, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 25 décembre 1933 au 23 janvier 1934 inclus, pour en jouir à Anécho, est accordé à l'instituteur-adjoint de 4^e classe DEGBOE Alphonse, en service à l'école régionale de Lomé.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 25 décembre 1933 au 23 janvier 1934 inclus, est accordé à l'instituteur auxiliaire de 1^{re} classe WILSON Jean Edward, en service à l'école régionale de Lomé, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 25 décembre 1933 au 23 janvier 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 1^{re} classe LANTÉY Henri, en service à l'école professionnelle de Sokodé, pour en jouir à Sokodé.

Un congé de 60 jours, avec traitement, du 20 décembre 1933 au 17 février 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 7^e classe des travaux publics SOSSA David, en service à Mango, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 45 jours, avec traitement, du 20 décembre 1933 au 2 février 1934 inclus, est accordé à l'aiguilleur de 3^e classe, MENSAH KAMÉKPO, en service aux chemins de fer, pour en jouir à Anécho.

18 décembre 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 janvier 1934 inclus, est accordé au moniteur de 6^e classe de l'enseignement officiel TOULEASSI Jean, pour en jouir à Amou-Oblo (cercle d'Atakpamé).

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 janvier 1934 inclus, est accordé à l'instituteur-adjoint de 4^e classe, AKOUEÏ APOTÉ Jean, en service au cercle d'Atakpamé, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 2 au 31 janvier 1934 inclus, est accordé au commis de 2^e classe des P. T. T. ANTHONY Benjamin, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 janvier 1934 inclus, est accordé au surveillant de routes de 7^e classe ARSOU Alex, en service à la mairie, pour en jouir au Territoire.

19 décembre 1933. — Un congé de 24 jours, avec traitement, du 3 au 26 janvier 1934 inclus, est accordé au moniteur de 5^e classe GRUNER Hans, en service à Lomé, pour en jouir à Palimé (Klouto).

Un congé de 29 jours, avec traitement, du 1^{er} au 29 janvier 1934 inclus, est accordé au moniteur de 4^e classe de l'enseignement LAWSON Grégoire, pour en jouir à Anécho.

ERRATUM à la décision n° 883 du 9 novembre 1933 (J. O. T. du 1^{er} décembre 1933 page 637).

Au lieu de :

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 20 novembre au 19 décembre 1933 inclus, est accordée à l'infirmier de 5^e classe GBIKPI Samuel,

Lire :

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 6 décembre 1933 au 4 janvier 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 5^e classe GBIKPI Samuel.

Sanctions disciplinaires

Par décisions des :

11 décembre 1933. — Une punition de 15 jours de retenue de solde, pour fautes réitérées dans le service, est infligée à l'infirmier de 5^e classe AHOYE Léonard, en service au cercle de Sokodé.

12 décembre 1933. — Est suspendu de ses fonctions pour compter du 15 décembre 1933 l'infirmier de 4^e classe MACAULEY MOUSSÉ, en service à Atakpamé.

Le moniteur de 5^e classe de l'enseignement officiel AGBEZOUNDO FIOHOU, est rétrogradé à la 6^e classe de son grade.

Est et demeure abrogée la décision du 19 septembre 1933 le suspendant de ses fonctions.

Licenciements

Par décision n° 958 du 8 décembre 1933 les infirmiers auxiliaires DJONDO Thomas et LAWSON Sylvestre, provenant du service médical des travaux neufs sont licenciés pour compter du 15 décembre 1933.

Par décisions des :

11 décembre 1933. — L'ouvrier de 8^e classe des travaux publics ADAMI ADEKBEGBA est licencié pour inaptitude physique.

16 décembre 1933. — Le commis-expéditionnaire de 6^e classe PJO Bernard, est licencié de son emploi pour inaptitude physique à compter du 31 décembre 1933.

FORCES DE POLICE

1^{re}) Compagnie de milice

Permissions et congés

Par arrêté du :

16 décembre 1933. — a) Une permission de 15 jours avec traitement, est accordée à chacun des miliciens dont les noms suivent :

ALEHORE, 1^{re} classe, Mle M/120, pour en jouir à Siou (Sokodé).

ADJA, caporal, Mle M/119, pour en jouir à Lama-Kara (Sokodé).

b) Un congé de 2 mois à demi-solde avec gratuité de transport aller et retour est accordé au sergent DEFA-LOUA, Mle M/296 (accompagné de sa femme) pour en jouir à Siou (Sokodé).

Licenciement

Est licencié pour fin de contrat à compter du 1^{er} janvier 1934, le caporal-chef KOURA GANDÉ, Mle M/245 de la 4^e section de milice Anécho.

Affectations

a) Est annulée l'affectation à la 4^e section de milice Anécho du milicien de 2^e classe TONGUE, Mle M/281, prononcée par l'arrêté n° 721 du 29 novembre 1933.

Le milicien TONGUE reste affecté à la compagnie de milice Lomé.

b) Est affecté à la 4^e section de milice Anécho, le milicien de 2^e classe NIALO, Mle M/216, de la compagnie de milice Lomé.

2^e) garde indigène.

Permissions et congés

a) Une permission de 15 jours avec traitement est accordée à chacun des gardes dont les noms suivent :

OURO Ouarga, garde 1^{re} classe Mle 946, du peloton de Sokodé, pour en jouir à Dfalé (Sokodé).

ATAKATI, garde 1^{re} classe Mle 284, du peloton des travaux neufs, pour en jouir à Kidjani (Sokodé).

b) Un congé de 30 jours avec traitement et gratuité de transport (aller et retour) est accordé à chacun des agents dont les noms suivent :

MADJANOUA, garde 2^e classe Mle 668, du peloton de Klouto, pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

SINTOKONA, garde 1^{re} classe Mle 710, du peloton de Klouto, pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

MAHOUA, brigadier 2^e classe Mle 341, du peloton de Klouto, pour en jouir à Ténégà (Sokodé).

KOMBATE, garde 1^{re} classe Mle 646, du détachement police Lomé, pour en jouir à Boulogo (Mango).

YOTA, garde 2^e classe Mle 626, du peloton d'Anécho, pour en jouir à Kandé (Mango).

Issa Gouni, garde 2^e classe Mle 893, du peloton des travaux neufs accompagné de sa femme et 1 enfant pour en jouir à Bafilo (Sokodé).

Licenciements

Sont licenciés pour fin de contrat à compter du 1^{er} janvier 1934 :

DJOBO, garde 1^{re} classe Mle 922, du détachement de police de Lomé.

MAMA NAYA, garde 1^{re} classe Mle 929, du peloton de Sokodé.

Affectations

a) Est affecté au peloton de dépôt Lomé pour remplir les fonctions de planton au gouvernement, le garde de 1^{re} classe MOUSSA KANDÉ, Mle 913, du peloton de Lomé.

b) Sont affectés pour compter du 15 décembre 1933 :

au peloton d'Atakpamé :

KADJA BIDÉYA, garde 2^e classe, Mle 823, du peloton de dépôt.

au peloton de dépôt Lomé :

MOUSSA MAMADOU, garde 1^{re} classe, Mle 185, du peloton d'Atakpamé.

COMMISSIONS

Par décision du :

9 décembre 1933. — La commission de classement du personnel des trésoreries coloniales prévues à l'article 22 du décret du 6 août 1921 et composée de :

M.M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, chef du secrétariat général, délégué du Commissaire de la République *Président*

JAFFEUX, trésorier-payeur du Togo,
PÉCHOUX, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, chef du bureau des finances.

PRADIER, payeur de 2^e classe de la trésorerie du Togo, *Membres*

GAUDONVILLE, adjoint principal des services civils secrétaire (sans voix délibérative).

se réunira au bureau du personnel le 11 décembre 1933 à 9 heures 30, en vue de procéder à l'établissement du tableau d'avancement du personnel du cadre de la trésorerie du Togo, pour l'année 1934.

Par arrêté du :

11 décembre 1933. — Les différentes commissions de classements du personnel européen régi par l'arrêté du 2 octobre 1933, se réuniront le 12 décembre 1933, au bureau du personnel en vue d'établir le tableau d'avancement desdits personnels pour l'année 1934.

Pour toutes les commissions :

M.M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, chef du secrétariat général *Président*

CERVEAUX, administrateur de 3^e classe des colonies, chef de cabinet, *Membre*

GAUPONVILLE, adjoint principal des services civils, chargé de la section du personnel *Secrétaire*

Membres

Enseignement (à 9 heures)

M.M. MARTIN, chef du service de l'enseignement,
FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies,

KUTSCHENRITTER, instituteur principal hors classe,

M^{me}. PATANCHON, institutrice principale de 3^e classe.

Agriculture (9 h. 45.)

M.M. GODÉ, ingénieur en chef, chef du service de l'agriculture,

FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies,

GAILLAGUET, conducteur principal de 2^e classe des travaux agricoles du Togo,

LAUQUÉ, adjoint principal des services civils (à défaut d'agent du cadre).

Travaux publics (10 h. 15.)

M.M. COSTARRAMONE, ingénieur en chef du cadre général des travaux publics des colonies, chef du service des travaux publics,

NATIEL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies,

BRASSARD, ingénieur, chef de station de 1^{re} classe de T. S. F.

TESSIER, chef ouvrier d'art hors classe des chemins de fer du Togo,

Chemin de fer (10 h. 30.)

M.M. BILLET, capitaine du génie, chef des services des chemins de fer et du wharf,

NATIEL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies,

VEUILLET Camille, chef de section de 1^{re} classe des chemins de fer du Togo,

TESSIER, chef ouvrier d'art hors classe des chemins de fer du Togo.

12 décembre 1933. — Une commission d'enquête composée de :

M. M. LELONG, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies *Président*

MAUGIS, commis des services civils, }
 ABBEY AMOUSSOU, infirmier-major de 4^e classe, } *Membres*

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas de l'infirmier de 4^e classe MACAULEY MOUSSÉ.

M. MAUGIS, est nommé rapporteur de la susdite commission.

Par décision du :

12 décembre 1933. — Les différentes commissions de classement du personnel indigène régi par les arrêtés des 23 juin, 12 septembre 1928 et 8 avril 1933, se réuniront le 13 décembre 1933, au bureau du personnel en vue d'établir le tableau d'avancement dudit personnel pour l'année 1934 (1^{er} semestre).

Ces commissions sont composées de la façon suivante :

Pour toutes les commissions :

M. M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, chef du secrétariat général *Président*

CERVEAUX, administrateur de 3^e classe des colonies, chef du cabinet du Commissaire de la République, } *Membre*

GAUDONVILLE, adjoint principal des services civils chargé de la section du personnel *Secrétaire*

Membres :

Enseignement (à 9 h.)

M. M. MARTIN, chef du service de l'enseignement, p. i.

a) — Instituteurs :

N'DIAYE BOUBAKAR, instituteur-adjoint de 2^e classe.
 DE MEDEIROS Jean Jules, — 3^e classe.

b) — Moniteurs :

N'DIAYE BOUBAKAR, instituteur-adjoint de 2^e classe.
 SINZOGAN Léonard, moniteur de 3^e classe.

Enseignement privé

R. P. RIEBSTEIN, directeur des écoles catholiques.

M. M. CUENOD, directeur des écoles protestantes.

QUENUM Joseph, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe (mission catholique).

KLOU Samuel, instituteur auxiliaire de 2^e classe (mission évangélique).

DAVID Albert, instituteur auxiliaire de 2^e classe (mission catholique).

QUENUM Pierre, moniteur de 5^e classe (mission évangélique).

Agriculture (9 h. 30)

M. M. CONÉ, chef du service de l'agriculture.

SANSON Anatole, moniteur auxiliaire de 3^e classe.

KLOUTSE Joseph, — — —

Douanes (9 h. 45)

M. M. BARBARROUX, chef du service des douanes.

ARMERDING, commis de 3^e classe des douanes.

PIÉTRI-LAZARE, préposé de 3^e classe.

P. T. T. (10 h.)

M. M. DAGORN, chef du service des postes.

a) — Commis :

ANTHONY, commis de 2^e classe.

BOCOVI Ambroise, commis de 3^e classe.

b) — Surveillants :

BOCOVI Ambroise, commis de 3^e classe.

AMEDOVOPO, surveillant de 3^e classe.

c) — Facteurs :

AJAVON Joseph, facteur de 2^e classe.

AYITE Christophe — 3^e classe.

Santé (10 h. 15)

M. M. le Docteur LÉFÈVRE, chef du service de santé.

a) — Aides-médecins :

PADENOU Fritz, aide-médecin de 2^e classe.

AKAKPO Dorothée, — 3^e classe.

b) — Infirmiers :

FOLLY Martin, aide-médecin de 4^e classe.

LADE Kléophas, infirmier-major de 4^e classe.

c) — Gardes d'hygiène :

PADENOU Fritz, aide-médecin de 3^e classe.

LAFOÑEKO Samson, brigadier-chef de 4^e classe.

Commis-expéditionnaires (10 h. 30)

M. M. FRÉAU, commandant de cercle de Lomé.

Dossou Augustin, commis-expéditionnaire principal de 2^e classe.

GBEDEV Robert, commis-expéditionnaire principal de 5^e classe.

Interprètes (11 h.)

M. M. FRÉAU, commandant de cercle de Lomé.

KEMPSON Frantz, interprète de 1^{re} classe.

Jérôme AHAMADAH, — 2^e classe.

Plantons (11 h. 45)

M. M. FRÉAU, commandant de cercle de Lomé.

ACHADE Piérot, brigadier-planton de 2^e classe.

OROGBO Jean, planton de 1^{re} classe.

Ouvriers des travaux publics (11 h. 15)

M. M. COSTARRAMONE, chef du service des travaux publics.

YESSOUFOU Sant'Anna, maître ouvrier de 2^e classe.

MOÏSE AMADOU, — 4^e classe.

Mécaniciens conducteurs d'automobiles

M.M. COSTARRAMONE, chef du service des travaux publics.

BASSARI BONDIOU, mécanicien conducteur de 1^{re} classe.

Andréas ALLEN, mécanicien conducteur de 5^e classe.

Personnel des chemins de fer et du wharf (11 h. 45)

Pour toutes les commissions :

M.M. BILLET, chef du service des chemins de fer et du wharf.

Facteurs enregistreurs :

VIEIRA Marcellin, facteur enregistreur de 1^{re} classe
KOHLE Joseph, — — —

Chefs de trains :

Yoyo Jean, chef de train de 6^e classe.

BRYM Moïse, chef de train de 7^e classe.

Ouvriers et chefs d'équipe :

Michel ADEKAMBI, maître-ouvrier de 3^e classe.

AMOUZOU Daniel, maître-ouvrier de 7^e classe.

Canotiers :

DEVENOU, canotier de 1^{re} classe.

JOHANNES, — — —

Par décisions des :

13 décembre 1933. — Une commission composée de :

M.M. PIC, administrateur-adjoint *Président*

COMBES, directeur de l'école régionale de Sokodé,

SCHAEFFER, chef ouvrier d'art.

FALSCHAU, moniteur,

ASSOGBA, moniteur,

VIANOU, instituteur.

Membres

est chargée de faire subir les épreuves des examens de passage et de sortie de l'école professionnelle de Sokodé qui auront lieu à Sokodé les 18, 19 et 20 décembre 1933 à 7 heures.

16 décembre 1933. — Une commission composée de :

M.M. CORDIER, capitaine d'infanterie coloniale, commandant les forces de police du Togo *Président*

NATIEL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies,

CONSO, adjoint des services civils,

DÉSIRE, sergent-chef d'infanterie coloniale

Membres

Secrétaire

se réunira le 23 décembre 1933 à 8 heures, au bureau militaire (gouvernement), en vue de l'établissement des propositions d'inscription au tableau d'avancement de la garde indigène (année 1934).

DOMAINES**AVIS****de vente d'objets abandonnés**

Il sera procédé le jeudi 11 janvier 1934 à 17 heures au magasin de la petite vitesse du chemin de fer du Togo à Lomé, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérissseur des objets ci-après désignés abandonnés depuis plus de 6 mois :

1^{re} — *Expédition par Clément Albodey à John Djassan à Lomé.*

Deux armoires peintes blanc

Une caisse vide

Une caisse vide démontée.

2^o — *Expédition par Estève Raoufou à Arnold Tiāmiyon à Lomé.*

Une caisse contenant :

5 scies — 5 rabots — 1 varlope — 4 ciseaux — 1 tenaille
1 trusquin — 1 pierre à aiguiser — 1 vrille — 1 boîte
à colle — 1 lame de rabot — 2 équerres.

La vente sera faite au comptant avec 5 % en sus.

Le receveur des domaines,

PEYROTTE.

Concessions

Par arrêtés des :

5 décembre 1933. — Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Pédro C. OLYMPIO, médecin demeurant à Lomé, un terrain domanial de la surface de cinquante huit ares quatre centiares (58 a 04) situé à Lomé, immatriculé au livre-foncier de Lomé sous le N° 422 et dont la concession provisoire avait été accordée audit sieur Pédro C. OLYMPIO, par arrêté 27 septembre 1929.

5 décembre 1933. — Le lot 31 du lotissement de « Ah-noukopé » à Lomé attribué définitivement en toute propriété au sieur Dossou Augustin Georges Gustave, commis-expéditionnaire principal du cadre local indigène du Togo demeurant à Lomé aux charges et conditions stipulées dans le cahier spécial à ce lotissement et moyennant le prix de 600 francs payable dans le délai de une année à compter de la date du présent arrêté.

Conservation foncière

Par décision du :

14 décembre 1933. — Le commandant du cercle de Sokodé désignera un agent des travaux publics, comme géomètre ad-hoc, pour procéder le *lundi 8 janvier 1934 à 10 heures*, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bassari, chef-lieu de la subdivision (cercle de Sokodé) dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 12 octobre 1933 n° 893.

Avis de bornages

Le samedi 10 février 1934 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6 (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, en partie bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, portant une construction en briques de ciment à usage d'habitation d'une contenance de 6 ares 61 centiares, et borné au nord et à l'ouest par terrains à Siggini, à l'est par la rue de Marseille, au sud par terrain à un nommé Wilson, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Fritz Kpadenou Kouleté Koffi Djati, aide-médecin du cadre local indigène du Togo demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 9 novembre 1933, n° 895.

Le mercredi 14 février 1934 à quatorze heures trente, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dalavé, région d'Agou Nyomgbo, (cercle de Klouto), consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 0 ha. 24 ares 68 centiares, et borné au nord par terrain à Wahrenfried Tété Ahavi, à l'est et au sud par terrain au requérant, à l'ouest par terrain à la mission protestante, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Manfred Atomehé, profession de cultivateur demeurant et domicilié à Dalavé, région d'Agou, (cercle de Klouto), agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 24 novembre 1933, n° 896.

Le mercredi 14 février 1934 à quinze heures trente, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dalavé, région d'Agou-Nyomgbo, (cercle de Klouto), consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 1 ha. 35 ares 36 centiares, et borné au nord, à l'est et à l'ouest par terrain au requérant, au sud par terrain à Manfred Atomehé et à la mission protestante, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Wahrenfried Tété Ahavi, cultivateur, demeurant et domicilié à Dalavé, région d'Agou, (cercle de Klouto), agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 24 novembre 1933, n° 897.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

REMBOURSEMENT

Par arrêté du :

15 décembre 1933. — Le conseil d'administration entendu : Est autorisé le remboursement de la somme de trois mille deux cent soixante-trois francs soixante centimes (3.263 frs. 60) à la Société Commerciale de l'Ouest

Africain à titre de remise partielle des pénalités qu'elle a encourues et payées pour retard apporté à la livraison de matériaux et objets divers fournis en exécution du marché n° 5 faisant suite à l'adjudication du 1^{er} février 1933.

La dépense en résultant sera imputée au chapitre V — article 3 — paragraphe 1 — du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf — exercice 1933.

SECOURS

Par arrêté du :

15 décembre 1933. — Le conseil d'administration entendu : Est accordé un secours provisoire annuel de trois cent soixante francs (360 frs.), pour une durée de trois années, au manœuvre DJAKOTOYA FOUSENI, qui a subi l'amputation de la jambe droite, après l'accident dont il a été victime le 3 juin 1933, sur les chantiers du chemin de fer central togolais.

Ce secours pourra être renouvelé à l'expiration de la période triennale susindiquée; il est susceptible de révision.

Il est payable par quart et d'avance au premier jour de chaque trimestre; le point de départ en est fixé au 1^{er} décembre 1933.

La dépense afférente au secours ci-dessus accordé sera imputable au chapitre VI — article 8 du budget de l'emprunt.

En cas de suppression du budget spécial sur fonds d'emprunt, cette dépense sera supportée par le budget local.

TIMBRE ANTITUBERCULEUX

Par décision du :

11 décembre 1933. — Un comité composé de :

M.M. Le chef du secrétariat général	<i>Président</i>
Le chef du service de santé,	
Le chef du service des P. T. T.,	
Le chef du service de l'enseignement,	
Le président de la chambre de commerce,	<i>Membres</i>
Le vicaire apostolique du Togo,	
Le directeur de la mission protestante.	

Le chef du bureau de l'administration générale *Secrétaire*
se réunira sur la convocation de son président pour organiser dans le territoire du Togo la vente du timbre antituberculeux à 0 fr. 10, sans valeur postale, destinée à produire les ressources indispensables à la lutte contre la tuberculose.

ERRATUM au J. O. T. du 16 décembre 1933 page 659-
« Société ».

Au lieu de :

25 décembre 1933

Lire :

25 novembre 1933.

CERTIFICAT D'ÉTUDES PRIMAIRES

Liste des candidats admis classés par ordre de mérite.

CENTRE DE LOME

(Garçons)

ex æquo	1	SAVEE David	Ecole régionale.	47 $\frac{1}{4}$
		AUBENAS François	Mission catholique.	47 $\frac{1}{4}$
		LACLE Paul	Mission catholique.	47 $\frac{1}{4}$
		MIKIN Michel Nicoué	Ecole régionale.	47 $\frac{1}{4}$
	5	NAHUM Jean	Mission catholique.	46 $\frac{3}{4}$
	6	FRANKLIN Robert	Ecole régionale.	44
ex æquo	7	MARTIN Cosme	Ecole régionale.	43 $\frac{1}{4}$
		BOCCOVI Gabriel	Candidat libre.	43 $\frac{1}{4}$
	9	MOMOUNI IDRISSOU	Ecole régionale.	43
ex æquo	10	ATTIOGBE Antoine	Candidat libre.	41
		DZIMADZA Benoît	Mission catholique.	41
ex æquo	12	ANANOU Frantz	Candidat libre.	40 $\frac{3}{4}$
		KWEVIDZE Pierre	Mission catholique.	40 $\frac{3}{4}$
		DZABAKU Joseph	Mission catholique.	40 $\frac{3}{4}$
ex æquo	15	AKAKPO Gérard	Mission catholique.	40 $\frac{1}{4}$
		AKAKPO François	Ecole régionale.	40 $\frac{1}{4}$
		GBOGBO Paul	Ecole régionale.	40 $\frac{1}{4}$
		MIKIN Pierre	Mission catholique.	39 $\frac{3}{4}$
	19	ALADE Samuel	Mission évangélique.	39 $\frac{1}{2}$
	20	GUMEDZOE Samuel	Candidat libre.	39 $\frac{1}{4}$
	21	MAOUSSI Emmanuel	Mission catholique.	38 $\frac{1}{4}$
	22	AZIABLE Andréas	Ecole régionale.	38
	23	KOMLA Christian	Mission catholique.	37 $\frac{3}{4}$
	24	AKPABIE Etienne	Mission catholique.	37 $\frac{1}{2}$
	25	NYAVO Paul	Mission évangélique.	37 $\frac{1}{4}$
ex æquo	26	AJAVON Henri	Ecole régionale.	36 $\frac{3}{4}$
		BIRAIMA Norbert	Candidat libre.	36 $\frac{3}{4}$
		KOUTA Anani	Ecole régionale.	36 $\frac{3}{4}$
	29	AYAYI Louis	Candidat libre.	36
	30	AKAKPO ANANI	Ecole régionale.	35 $\frac{1}{4}$
ex æquo	31	ALI ALASSANI	Ecole régionale.	35
		D'ALMEIDA Stéphan	Ecole régionale.	35

(Filles)

	1	GROTTE Isabelle	Ecole des Sœurs.	50
	2	D'ALMEIDA Constancia	Ecole des Sœurs.	48 $\frac{1}{2}$
	3	HUNDT Charlotte	Ecole régionale.	44 $\frac{1}{4}$
	4	APEDO ABLAVI Rose	Ecole régionale.	42 $\frac{1}{2}$
	5	AKIBODE Urbaine	Ecole des Sœurs.	42
ex æquo	6	HYDE Agnès	Ecole des Sœurs.	41
		KOUEVISSON Elisabeth	Ecole régionale.	41
		POGNON Madeleine	Ecole régionale.	39

CENTRE DE PALIME

	1	HOUEPASSOU Louis	Ecole régionale.	51 $\frac{3}{4}$
	2	DABONI Ernest	Mission catholique.	46 $\frac{3}{4}$
	3	MENSAH Emmanuel	Ecole régionale.	45 $\frac{1}{4}$
	4	CHACHAYOUNOU Sostènes	Ecole régionale.	45
	5	AMOUZOUGAN ABALO	Ecole régionale.	44
	6	KOLAGBE Jean	Mission catholique.	43 $\frac{1}{4}$
	7	VEDI Gabriel	Mission catholique.	38
ex æquo	8	ANIPAH Georges	Mission catholique.	37 $\frac{1}{2}$
		KOUE Alfred	Mission catholique.	37 $\frac{1}{2}$
	10	WASSÉDOU Raphaël	Mission catholique.	36 $\frac{3}{4}$
	11	AFAGNIBO François	Mission catholique.	35

CENTRE D'ATAKPAME

(Garçons)

1	LAWANI TCHITOU	Ecole régionale.	44 $\frac{1}{2}$
2	JOHNSON PACÔME	Ecole régionale.	44
3	ABALO FÉDÉNOU	Ecole régionale.	43 $\frac{1}{2}$
4	JOHNSON Francis	Ecole régionale.	43 $\frac{1}{4}$
5	AKOUETE Damien	Ecole régionale.	42
6	AGBOBIDI Pierre	Ecole régionale.	38 $\frac{1}{4}$
7	TAKORE MOUSSA	Ecole régionale.	38
8	ANONENE AMÉTÉPÉ	Ecole régionale.	36

(Fille)

JOHNSON Léontine	Candidate libre.	36 $\frac{3}{4}$
------------------	------------------	------------------

CENTRE D'ANECHO

(Garçons)

1	MICHEL André	Ecole régionale.	51 $\frac{3}{4}$
2	KOUEGAH Ambroise	Ecole régionale.	50 $\frac{1}{2}$
ex æquo 3	{ GBEDOLO Clément	Ecole régionale.	47
	{ HUNKPATI Daniel	Ecole régionale.	47
ex æquo 5	{ COMLA Alex	Ecole régionale.	46 $\frac{3}{4}$
	{ SITTI Jérémie	Ecole régionale.	46 $\frac{3}{4}$
7	AMOZOU Ezéchiél	Ecole régionale.	46 $\frac{1}{4}$
8	AYI SOSSOUVI	Ecole régionale.	46
9	SIVONEY Victor	Ecole régionale.	44 $\frac{3}{4}$
10	LAWSON Benjamin	Mission wesleyenne.	42 $\frac{1}{2}$
11	AFANDOMI DOSSEVI	Candidat libre.	42 $\frac{1}{4}$
12	AYAYI Alphonse	Ecole régionale.	41 $\frac{1}{2}$
13	ECOUÉ Ezéchiél	Ecole régionale.	39 $\frac{1}{2}$
14	ASSIGNON KOUASSI	Ecole régionale.	38 $\frac{3}{4}$
15	AYITEVI AYIVI	Ecole régionale.	38 $\frac{1}{2}$
ex æquo 16	{ DOVI ADOTÉ	Ecole régionale.	38 $\frac{1}{4}$
	{ KAKAYE NAPO	Ecole régionale.	38 $\frac{1}{4}$
18	TEVI Henri	Mission wesleyenne.	38
19	MENSA Emmanuel	Mission catholique Togoville.	37 $\frac{3}{4}$
20	BARRIGA Samuel	Candidat libre.	37 $\frac{1}{2}$
21	KEDJE GAFFO	Ecole régionale.	37 $\frac{1}{4}$
ex æquo 22	{ KOUÉVI FOLIKOUÉ	Ecole régionale.	37
	{ SITTI AYI	Ecole régionale.	37
ex æquo 24	{ ADOUAYI Emile	Ecole régionale.	36 $\frac{3}{4}$
	{ SOKEMAHOU Jean	Mission catholique.	36 $\frac{3}{4}$
26	MENSAH Pierre	Ecole régionale.	36
27	AMETEPE Jean	Mission catholique Togoville.	35 $\frac{1}{2}$
28	LAWSON Robert	Ecole régionale.	35 $\frac{1}{4}$
ex æquo 29	{ D'ALMEIDA NOÉ	Candidat libre.	35
	{ EDOH Pierre	Mission catholique.	35

(Filles)

1	AMAH Rose	Ecole régionale.	46 $\frac{1}{2}$
ex æquo 2	{ HAOTH Elise	Ecole régionale.	45
	{ LAWSON Sophie	Ecole régionale.	45
4	GBIKPI Paula	Ecole des Sœurs.	43 $\frac{1}{2}$
5	MISSEHU Francisca	Ecole des Sœurs.	41 $\frac{1}{4}$

Le chef du service de l'enseignement p. i.,

MARTIN.

LISTE DES MARCHANDISES EN DÉPÔT ET NON DÉCLARÉES
dans les délais légaux (art. 43 du décret du 11 Novembre 1926).

N° DU REGISTRE	DATES	NAVIRES		MARQUES	N°	ESPÈCES ET NOMBRES DES PIÈCES, OU COLIS MIS EN DÉPÔT	POIDS
1931							
13	16. 1. 31	Adrar	396	s/m	s/n	2 Pièces traverses.	88 Kgs.
171	3. 8. 31	Casamance	236	—	—	1 — —	44 —
1932							
110	4. 8. 32	Ft. Archambault	193	s/m	s/n	5 Pièces traverses.	220 Kgs.
121	23. 8. 32	Ft. Lamy	208	—	—	9 — —	396 —
132	9. 9. 32	Foria	229	F. A. O.	12.496	1 Sac sel	20 —
164	4. 11. 32	Amérique	277	s/m	s/n	1 Caisse Pomme de terre	40 —
166	8. 11. 32	Muirton	279	C. I. C. A.	71.260	1 — Pharmacie	10 —
172	24. 11. 32	Maaskerk	293	L 015583 B.	2.271	1 — Verrerie	23 —
174	25. 11. 32	Canada	295	S. G. G. G.	s/n	1 Dame en fonte	13 —
178	2. 12. 32	Ft. Archambault	297	S. C. O. A.	—	1 Barre fer plat	10 —
72	9. 12. 32	Ft. Lamy	304	S. G. G. G.	—	1 — —	8 —
1933							
43	20. 3. 33	Touareg	66	s/m	s/n	2 Sacs sel	20 Kgs.
46	25. 3. 33	Maaskerk	71	L. P. ou L R 001/001	—	2 Colis pièces machine	523 —
59	20. 4. 33	Ft. Médine	95	F. A. O.	3696	1 Tube vide	70 —
62	25. 4. 33	Amstelkerk	99	D. T. G. Fins Jaune	s/n	4 Colis fer en barre	420 —
82	8. 6. 33	Ft. de Douaumont	134	s/m	—	7 — — —	91 —
85	13. 6. 33	Hoggar	140	G. B. O.	2134	1 Sac sel	20 —
89	22. 6. 33	Laguna	150	A. G.	2/3	2 Fûts vin vermouth	284 —
90	23. 6. 33	Ft. de Souville	148	R. E.	10-41	1 Caisse cognac.	11 —
95	1. 7. 33	Wagogo	160	1 Rouge	s/n	13 Barres acier plat	125 —
				1 Blanc			
Marchandises débarquées en plus.							
—	—	—	—	—	—	1 Colis Douelles	79 Kgs.
—	—	—	—	—	—	1 Sac charbon	43 —

Lomé, le 13 Décembre 1933.

Le Chef du Service des Douanes,

BARBARROUX.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

SERVICE DU CHEMIN DE FER ET DU WHARF

Avis d'Adjudication

*pour la fourniture de divers lots de matières et objets nécessaires au Service du
Chemin de fer et du Wharf pour l'Exercice 1934.*

CAHIERS DES CHARGES

ART. I. — LIVRAISON. — La livraison de ces matières et objets devra avoir lieu le plus tôt possible et en tous cas au plus tard aux dates ci-après :

- Lot N° 1 — Bois pour réparation des wagons : 1^{er} juin 1934
- Lot N° 2 — Bois divers : 1^{er} juin 1934
- Lot N° 3 — Peintures et vernis : 15 mai 1934
- Lot N° 4 — Matières grasses : 15 mai 1934
- Lot N° 5 — Cuirs, Caoutchouc, matières textiles et filamenteuses : 1^{er} juin 1934
- Lot N° 6 — Matériel de gréement : 15 juin 1934
- Lot N° 7 — Divers : 1^{er} juin 1934
- Lot N° 8 — Petit matériel de voie : 1^{er} août 1934
- Lot N° 9 — Quincaillerie : 15 juin 1934
- Lot N° 10 — Outillage : 1^{er} juin 1934
- Lot N° 11 — Métaux : 1^{er} juillet 1934
- Lot N° 12 — Combustibles : 1^{er} juin 1934
- Lot N° 13 — Petit matériel de gare : 1^{er} juin 1934
- Lot N° 14 — Matériel de voie y compris matériel d'alimentation en eau : 1^{er} juillet 1934
- Lot N° 15 — Rechanges pour locomotives Nasmith & Wilson : 15 septembre 1934
- Lot N° 16 — Rechanges pour locomotives Mikado 43 T. & Tender 15 T. : 1^{er} septembre 1934
- Lot N° 17 — Matériel de construction : 15 mai 1934

ART. II. — SOUMISSIONS. — 1°) Les soumissions devront parvenir à la Direction du Chemin de fer et du Wharf au plus tard le 15 Mars 1934 la séance d'Adjudication étant ouverte à 8 heures précises.

2°) La Commission d'adjudication est composée de :

M. M.	Le Chef des Services du Chemin de fer et du Wharf.	Président
	Le Chef du Bureau de la Comptabilité-Finances	Membres
	Le Chef du Bureau de la Comptabilité-Matières	

3°) Les soumissions seront présentées sous la forme suivante :

a) Chaque soumission dûment timbrée et placée sous enveloppe fermée et cachetée devra être faite par lot complet et porter l'indication de la raison sociale du soumissionnaire ainsi que sa signature.

b) Chaque enveloppe ne devra contenir que les propositions pour un seul lot et porter la mention suivante : *ADJUDICATION DU 15 MARS 1934 POUR LA FOURNITURE DE* (indiquer en toutes lettres le titre du lot et son numéro)

c) Les prix proposés s'entendent marchandises rendues aux magasins d'approvisionnement du Service du Chemin de fer et du Wharf à Lomé.

d) Les documents et échantillons imposés dans les conditions et spécifications techniques afférents aux divers lots devront obligatoirement être annexés aux soumissions.

e) Les prix détaillés rigoureusement exacts de chaque lot exprimés par article, tant en quantité qu'en valeur suivant les unités de base du système métrique, devront être adressés par l'adjudicataire à la Direction du Chemin de fer au plus tard le 15 Avril 1934.

4°) Sera déclaré adjudicataire le soumissionnaire ayant présenté le prix le plus bas pour l'ensemble d'un lot.

MODÈLE DE SOUMISSION

Je soussigné agent général de
 agissant au nom et pour le compte
 de dûment commissionné à cet effet, faisant
 éléction de domicile à après avoir pris connaissance
 du cahier des charges relatif à la fourniture du lot N° faisant l'objet de l'adjudication du me soumetts et m'engage envers le Chef de Service des Chemins de fer et du Wharf, stipulant au nom et pour le compte du Commissaire de la République au Togo, à fournir et à livrer au Service du Chemin de fer et du Wharf à Lomé le lot précité aux prix suivants :

.....

.....

.....

sans réserves ni restrictions.

ART. III. — CAUTIONNEMENT. — Dans les dix jours qui suivront la notification de l'approbation du marché par le Commissaire de la République, l'adjudicataire sera tenu de déposer un cautionnement définitif correspondant aux 5% du montant total de la fourniture adjugée arrondi à la centaine supérieure. Il devra en outre remettre à la Direction du Chemin de fer le récépissé constatant le versement du dit cautionnement qui sera réalisé dans les conditions fixées par l'article 10 du décret du 18 Novembre 1882.

ART. IV. — RÉCEPTION. — La réception des fournitures en quantité et en qualité aura lieu aux magasins des approvisionnements généraux du Chemin de fer par la Commission Ordinaire des recettes instituée par arrêté N° 416 du 24 Juillet 1930.

ART. V. — RECETTE TECHNIQUE. — La Commission Ordinaire des Recettes instituée par arrêté N° 416 du 24 Juillet 1930 du Commissaire de la République au Togo chargée également de la recette technique s'assurera que la fourniture remplit exactement les conditions prévues au présent contrat.

Elle pourra procéder en outre à telles épreuves et expertises qu'elle jugera nécessaires sans que le fournisseur puisse élever aucune réclamation.

Elle déterminera le délai à accorder pour le remplacement des objets rebutés ou pour les réparations nécessaires. Elle fera toutes propositions dans ce sens au Chef du Service du Chemin de fer et du Wharf en vue de la Décision à proposer au Commissaire de la République.

ART. VI. — PÉNALITÉS. — a) Les dispositions de l'art. 60 des conditions générales pour les fournitures de toute espèce à exécuter en vertu des marchés passés avec l'Administration dans le Territoire du Togo, du 12 Décembre 1927, modifiées par arrêté N° 194 du 10 Avril 1930 du Commissaire de la République concernant les pénalités pour retard dans les livraisons sont applicables aux présentes fournitures.

b) La clause pénale précitée sera appliquée dans tous les cas avec la dispense formelle de mise en demeure du contractant à l'Administration.

ART. VII. — PAIEMENT. — Le paiement de la dépense aura lieu à Lomé dans les délais impartis par les conditions générales du Togo du 12 Décembre 1927 sur présentation de l'original de la facture, de l'original du marché dûment timbré et enregistré à la diligence et aux frais du fournisseur et des procès-verbaux de la Commission Ordinaire et de la Commission technique de recette.

Le Territoire se libérera de la somme due en exécution du présent contrat en faisant donner, conformément aux dispositions de l'arrêté du 4 Juin 1927, crédit à l'une des banques que le fournisseur est tenu d'indiquer dans sa soumission, à charge par la banque considérée d'en imputer le montant au compte du dit fournisseur.

ART. VIII. — CONDITIONS GÉNÉRALES. — L'adjudicataire sera soumis aux conditions générales pour fournitures de toute espèce à exécuter en vertu des marchés passés avec l'Administration dans le Territoire du Togo du 12 Décembre 1927 en ce qui n'est pas contraire aux stipulations qui précèdent.

ART. IX. — PUBLICITÉ. — Le présent avis sera inséré au Journal Officiel du Territoire.

Un extrait ainsi que les dessins, croquis et échantillons afférents à certains lots seront remis à tout soumissionnaire qui en fera la demande à la Direction du Chemin de fer et du Wharf.

ART. X. — Nomenclature détaillée des lots et conditions et spécifications techniques afférents chacun d'eux :

LOT N° 1

Bois pour réparation des wagons

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Planches en chêne de 5m. \times 0,22 \times 0,04	Nombre	340
2	Planches en chêne de 4m. \times 0,18 \times 0,032	—	40
3	Planches en sapin de 5m. \times 0,15 \times 0,025	—	110
4	Planches en sapin de 2m.50 \times 0,22 \times 0,04	—	200
5	Madriers chêne de 5m.30 \times 0,08 \times 0,23	—	20
6	Chevronns chêne de 5m.00 \times 0,10 \times 0,12	—	20
7	Lames de parquet bouvetées 2,50 \times 0,15 \times 0,025	—	300
8	Lames de parquet bouvetées 2,50 \times 0,15 \times 0,035	—	900
9	Lames de parquet bouvetées 7,40 \times 0,10 \times 0,018	—	150

*Conditions et spécifications techniques**pour la fourniture de bois pour réparation des wagons et bois divers (Lot n° 1 et 2)*

Les bois devront être secs pour ne pas être exposés à se voiler ni à s'altérer, non cassants, de droit fil (fibres bien parallèles et sans rebours) sains et sans défaut, c'est-à-dire de provenance d'arbres exempts de lésions dues soit aux variations atmosphériques ou aux accidents : Nœuds vicieux, gale pierreuse, veines grasses, froture, gélivure, double aubier ou gélivure entrelardée, chancre de gelée, roulure, gerçure, fente d'insolation, lunure, cadranure, etc. etc. soit aux organismes vivants au détriment des éléments du bois (parasites animaux : Puce-rons, Kermés, Scolytes, Vrille, Limexylon, Termites, Tarets etc. etc. et parasites végétaux : Bactéries et Champignons ou Mycètes).

La cassure d'une section de faible équarrissage débitée dans le sens des fibres rompues par flexion devra présenter une série d'aspérités formant des aiguilles enchevêtrées.

Les copeaux détachés devront être d'une largeur et s'enrouler sur eux-mêmes sans se briser.

LOT N° 2.

Bois divers

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Madriers sapin de 6m. \times 0,22 \times 0,08	Nombre	50
2	Chevron sapin de 6m. \times 0,12 \times 0,08	—	100
3	Voliges sapin de 5m. \times 0,15 \times 0,015	—	50
4	Planches sapin de 5m. \times 0,22 \times 0,025	—	20
5	Planches sapin de 5m. \times 0,22 \times 0,035	—	50
6	Poutres sapin de 6m. \times 0,20 \times 0,20	—	20
7	Planches pitchpin de 6m. \times 0,25 \times 0,025	—	100
8	Madriers frêne de 4m. \times 0,25 \times 0,08	—	10
9	Traverses chêne pour aiguillage 1,80 \times 0,20 \times 0,16	—	30
10	Traverses chêne pour aiguillage 3,50 \times 0,20 \times 0,16	—	10
11	Traverses chêne pour aiguillage 2,00 \times 0,20 \times 0,16	—	12
12	Traverses chêne pour aiguillage 2,20 \times 0,20 \times 0,16	—	12
13	Traverses chêne pour aiguillage 2,50 \times 0,20 \times 0,16	—	10
14	Traverses chêne pour aiguillage 2,60 \times 0,20 \times 0,16	—	10
15	Traverses chêne pour aiguillage 2,80 \times 0,20 \times 0,16	—	10
16	Traverses chêne pour aiguillage 3,00 \times 0,20 \times 0,16	—	10
17	Traverses chêne pour aiguillage 3,25 \times 0,20 \times 0,16	—	10
18	Traverses chêne pour aiguillage 3,40 \times 0,20 \times 0,16	—	10

LOT, N° 3

Peintures et vernis

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Blanc de zinc broyé à l'huile	Kgr.	400
2	Couleur bleue en poudre pour badigeon à la chaux	—	50
3	Huile de lin cuite	—	500
4	Essence de térébenthine	—	400
5	Coaltar	—	5.000
6	Potasse caustique	—	100
7	Céruse	—	10
8	Peinture <i>Eureka</i> préparée pour signaux rouge	—	25
9	Peinture <i>Eureka</i> préparée pour signaux verte	—	25
10	Peinture <i>Eureka</i> préparée pour signaux blanche	—	25
11	Peinture à l'huile préparée (bidon de 25 Kg.) blanche	—	450
12	Peinture à l'huile préparée (bidon de 25 Kg.) noire	—	650
13	Peinture à l'huile préparée (bidon de 25 Kg.) gris-foncé	—	1.000
14	Peinture à l'huile préparée (bidon de 25 Kg.) gris-moyen	—	1.500
15	Peinture préparée jaune	—	10
16	Peinture préparée rouge-vermillon	—	25
17	Peinture Antirouille « <i>Vigor</i> » gris acier (Bte. de 25 Kg.)	—	750

Conditions et spécifications techniques

Le coaltar sera du goudron de gaz pratiquement bien décanté.

Il devra être d'un noir brillant et uniforme de consistance sirupeuse bien prononcée.

La pesanteur spécifique sera 1,15 à 1,25.

Son odeur sera franche, employé à chaud il devra s'étendre et couler moins que le goudron végétal et plus que le brai sec, sécher et durcir plus promptement que le premier et plus lentement que le second.

Le goudron devra être bien débarrassé de son eau ammoniacale.

A l'épreuve d'incinération le goudron ne laissera que des traces de cendres inférieures à un millième.

AUTRES MATIERES. — Devront être conformes à leurs spécifications et de la meilleure qualité commerciale et ne présenter aucun défaut pouvant nuire à leur aspect et à leur emploi. Un échantillon des peintures dont la marque n'est pas expressément désignée sera fourni en même temps que la soumission.

LOT N° 4.

Matières grasses

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Graisse consistante (en fût de 50 Kgr. env.)	Kgr.	1.000
2	Suif	—	100
3	Huile à moteur « Mobiloil BB »	—	600
4	Huile de pied de bœuf	—	20
5	Huile fine d'horlogerie	—	4
6	Graisse Belleville (Bte. de 2 kilos).	—	10
7	Savon blanc	—	100
8	Savon noir en pâte	—	80

Conditions et spécifications techniques

1°) — GRAISSE CONSISTANTE. — Cet ingrédient sera de qualité loyale et marchande, garanti pur et sans eau et exempt de matières inertes.

2°) — AUTRES INGRÉDIENTS. — Devront être de spécification demandée et de toute première qualité.

*

* *

LOT N° 5

Cuirs, caoutchoucs, matières textiles et filamenteuses

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Déchet de coton	Kgr.	3.000
2	Vieux chiffons	—	800
3	Tresse amiante graphitée armée plomb, largeur 30 ^m /m épaisseur 10 ^m /m	—	20
4	Cordonnet amiante de 4 ^m /m	—	6
5	Tresse amiante ronde 2 ^m /m	—	2
6	Tresse amiante ronde de 5 ^m /m	—	5
7	Tresse amiante de 8 ^m /m	—	2
8	Tresse amiante ronde de 10 ^m /m	—	22
9	Tresse amiante de 15 ^m /m	—	5
10	Tresse amiante de 20 ^m /m	—	10
11	Tresse amiante graphitée ronde de 5 ^m /m	—	2
12	Tresse amiante graphitée de 8 ^m /m	—	15
13	Tresse amiante graphitée ronde de 10 ^m /m	—	5
14	Tresse amiante graphitée de 14 ^m /m	—	10
15	Tresse amiante graphitée ronde de 20 ^m /m	—	10
16	Tresse amiante graphitée de 22 ^m /m	—	20
17	Courroie balata de 30 ^m /m	Mètre	20
18	Courroie balata de 35 ^m /m 3 plis	—	10
19	Courroie balata de 40 ^m /m	—	25

N ^o D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
20	Courroie balata de 45 ^m /m	Mètre	25
21	Courroie balata de 50 ^m /m	—	75
22	Courroie balata de 55 ^m /m	—	10
23	Courroie balata de 60 ^m /m	—	90
24	Courroie balata de 65 ^m /m	—	30
25	Courroie balata de 70 ^m /m 4 plis	—	30
26	Courroie balata de 80 ^m /m	—	50
27	Courroie balata de 100 ^m /m	—	100
28	Courroie balata de 120 ^m /m	—	15
29	Courroie balata de 250 ^m /m 5 plis	—	15
30	Klingerite en feuille de 1 ^{m²} épaisseur 1 ^m /m	Nombre	1
31	Klingerite en feuille de 1 ^{m²} épaisseur 2 ^m /m	—	12
32	Klingerite en feuille de 1 ^{m²} épaisseur 3 ^m /m	—	6
33	Klingerite en feuille de 1 ^{m²} épaisseur 4 ^m /m	—	4
34	Laine en écheveaux pour tampons graisseurs 5 écheveaux env. au kilo	—	50
35	Garniture laine pour tampons graisseurs 155 × 120 × 25	—	30
36	Garniture laine pour tampons graisseurs 155 × 130 × 25	—	60
37	Garniture laine pour tampons graisseurs 200 × 120 × 25	—	30
38	Garniture laine pour tampons graisseurs 125 × 100 × 25	—	30
39	Garniture laine pour tampons graisseurs 150 × 140 × 25	—	50
40	Garniture laine pour tampons graisseurs 200 × 100 × 25	—	50
41	Garniture laine pour tampons graisseurs 100 × 90 × 25	—	50
42	Garniture laine pour tampons graisseurs 115 × 100 × 25	—	40
43	Garniture laine pour tampons graisseurs 115 × 95 × 25	—	250
44	Garniture laine pour tampons graisseurs 130 × 100 × 25	—	400
45	Garniture laine pour tampons graisseurs 120 × 70 × 25	—	50
46	Garniture laine pour tampons graisseurs 160 × 110 × 25	—	50
47	Caoutchouc blanc en feuille pour joint de : 1 ^{m²} épaisseur 2 ^m /m	—	2
48	Caoutchouc blanc en feuille pour joint de : 1 ^{m²} épaisseur 3 ^m /m	—	2
49	Caoutchouc blanc en feuille pour joint de : 1 ^{m²} épaisseur 6 ^m /m	—	1
50	Cuir gras pour joint	Kgr.	75
51	Tuyaux caoutchouc, spirale noyée quatre plis, diamètre intérieur 40 ^m /m	Mètre	10
52	Tuyaux caoutchouc, entoilé 9 × 16 spécial pour acétylène et oxygène	—	30
53	Tuyaux caoutchouc, pour air comprimé spirale, ronde extérieur diamètre intérieur 10 ^m /m	—	25
54	Rondelles caoutchouc pour tubes à niveau, diamètre intérieur 14 ^m /m, diamètre extérieur 20 ^m /m, hauteur 15 ^m /m	Nombre	200
55	Tuyaux en toile sans couture de 30 ^m /m	Mètre	25
56	Tuyaux en toile sans couture de 50 ^m /m	—	25

Conditions et spécifications techniques

Les articles à fournir seront de la meilleure qualité, répondant à la spécification demandée et seront exempts de tout défaut pouvant nuire à leur solidité, emploi ou aspect.

Les fascicules 14 et 16 du recueil des conditions particulières de marchés de la Marine Nationale seront applicables aux produits d'amiante.

Les conditions de fabrication et de réception des courroies seront celles imposées pour les courroies balata et les cuirs gras par le Service du Contrôle et de la surveillance en usines de la Marine (Services de Constructions Navales).

La Laine en écheveaux pour tampons graisseurs devra obligatoirement provenir des Etablissements Vve. GUSTAVE DEPRECQ à Raismes (Nord).

*

* *

LOT N° 6

Matériel de Gréement

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Filin manille de 100 ^{m/m} de circonférence (pièce. de 200 m.)	Pièce	25
2	Manilles avec boulon à vis et à œil de 25 ^{m/m} de section et 45 ^{m/m} d'ouverture	Nombre	24
3	Manilles avec boulon à vis et à œil de 20 ^{m/m} de section et 45 ^{m/m} d'ouverture	—	24
4	Toile à voile spéciale pour la réparation des bâches (non goudronnée)	Mètre	50
5	Toile verte spéciale pour la réparation des bâches	—	50
6	Fil à voile en écheveau (non goudronné)	Kgr.	5
7	Fil à voile (non goudronné) pour machine à coudre (en bobine)	—	5
8	Aiguille à voile N° 14	Nombre	48
9	Aiguille à voile N° 12	—	12
10	Crocs de voilier avec émerillon en laiton	—	6
11	Oeillets en cuivre, bords dentelés, permettant de les poser sans instrument spécial, de 0,015 de diamètre	—	200

Conditions et spécifications techniques

La fourniture sera conforme aux modèles remis aux soumissionnaires qui en feront la demande.

Les conditions de fabrication et de réception seront pour chaque article celles imposées par le Service de la Surveillance et du Contrôle aux usines de la Marine Nationale.

*

* *

LOT N° 7

Divers

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Fleur de soufre	Kgr.	30
2	Acide chlorydrique	Litre	15
3	Argile réfractaire (en baril de 200 Kgr.)	Baril	6
4	Briques réfractaires (100 × 60 × 220)	Nombre	650
5	Papier verre en feuilles 30 × 24 N° 1	—	50
6	Papier verre en feuilles 30 × 24 N° 2	—	50
7	Brosses métalliques pour ramoner les tubes de 35 de diamètre	—	50
8	Pelles de chauffeur 300 ^{m/m} × 240 ^{m/m} emmanchées, manches à œil	Nombre	45
9	Potée d'émeri fine	Kgr.	3

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
10	Pinceaux à peinture plats largeur 40 ^{m/m}	Nombre	20
11	Pinceaux à peinture ronds diamètre 8 ^{m/m}	—	15
12	Pinceaux à peinture ronds diamètre 25 ^{m/m}	—	30
13	Pinceaux à peinture ronds diamètre 35 ^{m/m}	—	80
14	Pinceaux à peinture ronds diamètre 40 ^{m/m}	—	100
15	Pinceaux ronds à blanchir diamètre 50 ^{m/m}	—	20
16	Pinceaux ronds soie blanche virole cuivre 10 ^{m/m}	—	5
17	Pinceaux ronds soie blanche virole cuivre 15 ^{m/m}	—	5
18	Pinceaux ronds soie blanche virole cuivre 20 ^{m/m}	—	20
19	Pinceaux ronds soie blanche virole cuivre 30 ^{m/m}	—	10
20	Pinceaux plats soie blanche virole métallique 20 ^{m/m}	—	10
21	Pinceaux plats soie blanche virole métallique 30 ^{m/m}	—	20
22	Pinceaux plats soie blanche virole métallique 40 ^{m/m}	—	20
23	Brosse à badigeon soie grise de 54 ^{m/m}	—	50
24	Brosse métallique à main fil d'acier rond 5 rangs	—	40
25	Brosse à coaltar soie végétale de 54 ^{m/m}	—	25
26	Sable pour fonderie en baril de 200 kgr.	Kgr.	1.000
27	Décapaut pour brasure cuivre et laiton	Boîte	2
28	Décapaut pour brasure soudure fonte	—	1
29	Creuset en plombagine de 80 kg. (forme tronc de cône).	Nombre	12
30	Creuset en plombagine de 200 kg. pour Cubilot creuset Piat	—	10
31	Poudre à cimenter Whiterite (Ciment de caron) cimentation en vase clos, en sac de 50 kg.	Kgr.	100
32	Garniture complète briques réfractaires pour Cubilot creuset Piat de 200 kg.	Nombre	5
33	Potasse	Kgr.	150
34	Agraffes « Clipper » en boîte de 25 cartes de 37 agraffes et 14 baguettes en fibre N° 2	Boîte	2
35	Agraffes « Clipper » en boîte de 25 cartes de 37 agraffes et 14 baguettes en fibre N° 3	—	3
36	Agraffes « Clipper » en boîte de 25 cartes de 37 agraffes et 14 baguettes en fibre N° 4	—	2
37	Sélenifuge pour chaudière de locomotives	Kgr.	600
38	Viseurs en verre pour graisseur « Détroit » Type Etat N° 69.449 (Brevet H. Lechat et L. Candèze, Liège)	Nombre	50
39	Joints pour viseurs ci-dessus	—	100
40	Pierre ammoniacale.	Kgr.	5
41	Borax	—	5

Conditions et spécifications techniques

Tous ces articles seront conformes à la spécification et de la meilleure qualité commerciale. Ils ne devront présenter aucun défaut pouvant nuire à leur aspect, à leur emploi et à leur solidité.

LOT N° 8

Petit matériel de voie

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Pelles de terrassiers emmanchées à col de cygne ronde 0,31 × 0,31, poids 1 kg. environ	Nombre	400
2	Manches pour pelle à col de cygne.	—	800
3	Pioches emmanchées pour terrassiers, un côté renforcé pointu, l'autre plat coupant, longueur 0,55, poids 3 kg.	—	400
4	Manches pour pioches de terrassiers	—	800
5	Fourches à ballast emmanchées 9 dents de 0,35	—	100
6	Manches pour fourches à ballast	—	200
7	Battes à bourrer en fer à feuille modèle P. L. M. dessin joint	—	150
8	Manches pour battes à bourrer en fer modèle P. L. M. dessin joint	—	250
9	Battes à bourrer en bois modèle P. L. M. dessin joint	—	200
10	Anspects de 25 kgr. manche en bois dur modèle P. L. M. dessin joint	—	25
11	Règles d'écartement en fer pour voie métrique modèle P. L. M. dessin joint.	—	20
12	Niveaux de pose pour voie métrique en chêne donnant le niveau horizontal et vertical long. 1,10	—	100
13	Masses de carrier de 3 kilos. un côté tranchant et l'autre à tête carrée.	—	50
14	Manches de masses de 8 kgr.	—	50
15	Manches de masses de 3 kgr.	—	50
16	Massettes de cantonnier à double tête bombée poids 600 grs.	—	200
17	Manches de massettes	—	200
18	Clés pour boulons d'éclisses allemands suivant dessin	—	80
19	Clés pour boulons d'éclisses standard suivant dessin.	—	50
20	Clés pour boulons de crapauds allemands suivant dessin	—	50
21	Clés pour boulons de crapauds standard suivant dessin	—	100
22	Clés pour tirefonds	—	25
23	Double mètre, en bois 10 branches	—	50
24	Tarrières torsos à douilles en acier trempé 10 ^{m/m}	—	4
25	Tarrières torsos à douilles en acier trempé 12 ^{m/m}	—	6
26	Tarrières torsos à douilles en acier trempé 14 ^{m/m}	—	6
27	Tarrières torsos à douilles en acier trempé 16 ^{m/m}	—	6
28	Tarrières torsos à douilles en acier trempé 24 ^{m/m}	—	24
29	Crics relève voie, fût et cage en tôle d'acier, organe de mouvement en acier cementé et trempé hauteur 0,50, force 2.000 kgr.	—	10

Conditions et spécifications techniques

Les articles 7, 8, 9, 10, 11, 18, 19, 20, 21 et 22 devront être exécutés conformément aux dessins remis aux soumissionnaires qui en feront la demande.

Le Matériel à livrer devra être fabriqué avec soin et précision.

La nature des matériaux à employer pour la fabrication, leur provenance, leur qualité ainsi que leurs conditions d'exécution et de réception seront celles indiquées par les spécifications et cahiers des charges unifiés des grands réseaux des chemins de fer français.

LOT N° 9

Quincaillerie

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 6×14	le ⁰ / ₀	1
2	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 6×19	—	1
3	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 8×19	—	2
4	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 8×32	—	1
5	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 8×40	—	2
6	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 10×19	—	6
7	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 10×32	—	5
8	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 10×50	—	2
9	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 12×32	—	5
10	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 12×40	—	3
11	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 12×49	—	4
12	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 12×70	—	1
13	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 14×32	—	6
14	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 14×40	—	4
15	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 14×49	—	5
16	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 16×32	—	3
17	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 16×40	—	5
18	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 16×49	—	6
19	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 16×70	—	5
20	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 16×150	—	1
21	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 18×32	—	1
22	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 18×49	—	1
23	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 18×70	—	1
24	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 18×95	—	1
25	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 20×49	—	2
26	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 20×95	—	1
27	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 22×49	—	1
28	Boulons bruts tête et écrous 6 pans pas S. I. 22×65	—	2
29	Boulons bruts tête fraisée, avec ergot écrous 6 pans pas S. I. 10×50	—	3
30	Boulons bruts tête fraisée, avec ergot écrous 6 pans pas S. I. 12×49	—	1
31	Boulons bruts tête fraisée, avec ergot écrous 6 pans pas S. I. 12×59	—	2
32	Boulons bruts tête fraisée, avec ergot écrous 6 pans pas S. I. 12×70	—	3
33	Boulons bruts tête fraisée, avec ergot écrous 6 pans pas S. I. 12×82	—	1
34	Boulons bruts tête fraisée, avec ergot écrous 6 pans pas S. I. 14×32	—	1
35	Boulons bruts tête fraisée, avec ergot écrous 6 pans pas S. I. 12×19	—	2
36	Boulons bruts tête fraisée, avec ergot écrous 6 pans pas S. I. 14×19	—	1
37	Boulons bruts tête fraisée, avec ergot écrous 6 pans pas S. I. 16×19	—	1
38	Boulons bruts tête fraisée, avec ergot écrous 6 pans pas S. I. 16×49	—	1
39	Boulons bruts tête ronde avec ergot, écrous 6 pans 10×20	—	5
40	Boulons bruts tête ronde avec ergot, écrous 6 pans 12×25	—	2
41	Boulons bruts tête ronde avec ergot, écrous 6 pans 12×59	—	2
42	Boulons bruts tête ronde avec ergot, écrous 6 pans 12×70	—	2
43	Boulons bruts tête ronde avec ergot, écrous 6 pans 12×82	—	2
44	Boulons bruts tête ronde avec ergot, écrous 6 pans 10×60	—	4
45	Boulons à ancre 12×70	—	50
46	Boulons à ancre 12×60	—	20
47	Boulons à ancre 12×50	—	20
48	Boulons de charpente tête ronde, collet carré court, écrou carré 180×10	Nombre	50
49	Boulons de charpente tête ronde, collet carré court, écrou carré 120×10	—	50

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
50	Boulons de charpente tête ronde, collet carré court, écrous carré 140×12	Nombre	50
51	Boulons de charpente tête ronde, collet carré court, écrous carré 160×12	—	50
52	Boulons de charpente tête ronde, collet carré court, écrous carré 180×14	—	50
53	Boulons de charpente tête ronde, collet carré court, écrous carré 200×14	—	50
54	Boulons de charpente tête et écrous carrés 160×15	—	50
55	Boulons de charpente tête et écrous carrés 260×20	—	100
56	Boulons mécaniques à tête et écrous 6 pans 50×5	—	100
57	Boulons mécaniques à tête et écrous 6 pans 80×10	—	50
58	Boulons mécaniques à tête et écrous 6 pans 100×10	—	25
59	Boulons mécaniques à tête et écrous 6 pans 120×10	—	25
60	Boulons mécaniques à tête et écrous 6 pans 140×20	—	200
61	Boulons mécaniques à tête et écrous 6 pans 160×20	—	200
62	Boulons mécaniques à tête et écrous 6 pans 220×20	—	50
63	Boulons mécaniques à tête et écrous 6 pans 240×20	—	50
64	Boulons mécaniques à tête et écrous 6 pans 320×20	—	50
65	Boulons mécaniques à tête et écrous 6 pans 340×20	—	50
66	Vis à métaux en acier tête fraisée pas S. I. 8×19	le %	2
67	Vis à métaux en acier tête fraisée pas S. I. 10×19	—	2
68	Vis à métaux en acier tête fraisée pas S. I. 12×19	—	1
69	Vis à métaux en laiton tête fraisée pas S. I. 11×20	—	1
70	Vis à métaux en laiton tête fraisée pas S. I. 12×25	—	2
71	Vis à métaux en acier tête 6 pans pas S. I. 6×14	—	8
72	Vis à métaux en acier tête 6 pans pas S. I. 8×14	—	8
73	Vis à métaux en acier tête 6 pans pas S. I. 8×25	—	2
74	Vis à métaux en acier tête 6 pans pas S. I. 10×19	—	2
75	Vis à métaux en acier tête 6 pans pas S. I. 12×19	—	1
76	Vis à métaux en acier tête ronde pas S. I. 6×14	—	1
77	Vis à métaux en acier tête ronde pas S. I. 8×14	—	1
78	Vis à bois en fer tête plate 10×2	—	1
79	Vis à bois en fer tête plate 15×2	—	1
80	Vis à bois en fer tête plate 20×3	—	1
81	Vis à bois en fer tête plate 30×4	—	1
82	Vis à bois en fer tête plate 40×5	—	3
83	Vis à bois en fer tête plate 60×6	—	2
84	Vis à bois en fer tête ronde 30×4	—	1
85	Vis à bois en fer tête ronde 50×6	—	1
86	Vis à bois en laiton tête plate 15×2	—	1
87	Vis à bois en laiton tête plate 20×3	—	1
88	Vis à bois en laiton tête plate 25×4	—	2
89	Vis à bois en laiton tête plate 30×4	—	3
90	Vis à bois en laiton tête plate 40×5	—	3
91	Vis à bois en laiton tête plate 60×6	—	2
92	Vis à bois en laiton, tête ronde 25×4	—	1
93	Vis à bois en laiton, tête ronde 30×4	—	1
94	Vis à bois en laiton, tête ronde 40×5	—	1
95	Vis à bois en laiton, tête ronde 50×6	—	1
96	Vis à bois tête carrée en acier 9×60	—	1
97	Vis à bois tête carrée en acier 9×80	—	1
98	Vis à bois tête fraisée 3×15	—	2
99	Vis à bois tête fraisée 4×20	—	5
100	Vis à bois tête fraisée 5×25	—	5
101	Vis à bois tête fraisée 6×30	—	5
102	Vis à bois tête fraisée 6×40	—	4
103	Vis à bois tête fraisée 6×50	—	3

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
104	Vis à bois tête fraisée 7×60	le %	2
105	Vis à bois tête fraisée 8×50	—	2
106	Goupilles fendues 2×25	—	2
107	Goupilles fendues 3×35	—	3
108	Goupilles fendues 4×45	—	6
109	Goupilles fendues 5×55	—	12
110	Goupilles fendues 6×70	—	15
111	Goupilles fendues 7×80	—	2
112	Goupilles fendues 8×95	—	1
113	Goupilles fendues 9×105	—	1
114	Goupilles coniques, (cône 2% fendues sur 1/3 de leur longueur) 10×100	—	2
115	Goupilles coniques, (cône 2% fendues sur 1/3 de leur longueur) 9×90	—	2
116	Goupilles coniques, (cône 2% fendues sur 1/3 de leur longueur) 8×80	—	2
117	Goupilles coniques, (cône 2% fendues sur 1/3 de leur longueur) 7×70	—	2
118	Goupilles coniques, (cône 2% fendues sur 1/3 de leur longueur) 6×60	—	1
119	Rondelles découpées fer noir alésage diamètre 11	—	1
120	Rondelles découpées fer noir alésage diamètre 13	—	2
121	Rondelles découpées fer noir alésage diamètre 15	—	2
122	Rondelles découpées fer noir alésage diamètre 17	—	2
123	Rondelles découpées fer noir alésage diamètre 21	—	2
124	Rondelles découpées fer noir alésage diamètre 23	—	6
125	Rondelles découpées fer noir alésage diamètre 26	—	6
126	Rondelles découpées fer noir alésage diamètre 31	—	1
127	Rondelles découpées fer noir alésage diamètre 47	—	1
128	Pointes galvanisées à large tête pour pose de carton bitumé longueur 20m/m.	Kgr.	50
129	Clous sémence cuivre	—	25
130	Cadenas automatiques cuivre largeur 50m/m	Nombre	10
131	Targettes cuivre automatique pêne plat 40m/m	—	25
132	Targettes cuivre automatique pêne rond 40m/m	—	10
133	Targettes cuivre automatique pêne rond 60m/m	—	15
134	Verrou cuivre à ressort pêne plat, de longueur totale 200m/m	—	10
135	Verrou fer noir type 1/2 ronds, de longueur totale 400m/m	—	10
136	Toile métallique laiton pour moustiquaire, maille de 1m/m en roul. de 1m. de hauteur	Mètre	100
137	Fil de fer recuit de 1m/m	Kgr.	25
138	Crochets ronds cuivre avec pitons sur platine de 100m/m d'embase	Nombre	10
139	Crochets à 2 pitons à vis en fer longueur 100m/m	—	20
140	Pitons à vis en laiton, longueur de tige 10m/m	—	50
141	Pitons à vis en laiton, longueur de tige 15m/m	—	50
142	Pitons à vis en laiton, longueur de tige 20m/m	—	50
143	Serrures pêne dormant 1/2 tour, longueur 140m/m, 2 clés et 1 bouton double céramique, ivoire en cuivre à droite tirant	—	5
144	Serrures pêne dormant 1/2 tour, longueur 140m/m, 2 clés et 1 bouton double céramique, ivoire en cuivre à gauche tirant	—	5
145	Serrures pêne dormant 1/2 tour, longueur 140m/m, 2 clés et 1 bouton double céramique, ivoire en cuivre à droite poussant	—	5
146	Serrures pêne dormant 1/2 tour, longueur 140m/m, 2 clés et 1 bouton double céramique, ivoire en cuivre à gauche poussant	—	5
147	Serrures en acier renforcées à droite tirant	—	5
148	Serrures en acier renforcées à gauche tirant	—	5
149	Serrures en acier renforcées à droite poussant	—	5
150	Serrures en acier renforcées à gauche poussant	—	5
151	Serrures d'armoire en cuivre, longueur 60m/m basse à tour et demi avec deux clés	—	40

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
152	Serrures à entailler cuivre pour tiroir, largeur 50 ^{m/m} 2 clés	Nombre	20
153	Paumelles en cuivre à bouts ronds de 70 ^{m/m}	—	10
154	Paumelles en cuivre à bouts ronds de 80 ^{m/m}	—	20
155	Paumelles acier bagues cuivre de 80 ^{m/m}	—	5
156	Paumelles acier bagues cuivre de 110 ^{m/m}	—	5
157	Paumelles acier bagues cuivre de 140 ^{m/m}	—	10
158	Paumelles acier bagues cuivre de 160 ^{m/m}	—	10
159	Charnières cuivre ordinaires percées, longueur 40 ^{m/m}	—	10
160	Charnières cuivre ordinaires percées, longueur 60 ^{m/m}	—	20
161	Charnières cuivre ordinaires percées, longueur 80 ^{m/m}	—	20
162	Jeu de vignettes en zinc découpé à jour, chiffre de 40 ^{m/m}	—	2
163	Seaux de maçon galvanisés, bande de renfort et croisillon au fond	—	10

Conditions et spécifications techniques

Ces articles devront être de la spécification indiquée, exempts de tout défaut nuisible à leur aspect, leur solidité et à leur emploi.

Les clauses et conditions techniques des fascicules N^{os} 25, 103 et 106 du recueil des conditions particulières de la marine française seront applicables respectivement à la fourniture de boulons, « rondelles, goupilles, vis à bois, serrures et tous accessoires en fer et cuivre.

LOT N^o 10

Outillage

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 10 ^{m/m}	Nombre	6
2	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 11 ^{m/m}	—	5
3	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 13 ^{m/m}	—	12
4	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 13,5 ^{m/m}	—	6
5	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 14 ^{m/m}	—	8
6	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 14,5 ^{m/m}	—	5
7	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 15 ^{m/m}	—	7
8	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 15,5 ^{m/m}	—	4
9	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 16 ^{m/m}	—	6

N ^o D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
10	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 16,5 ^{m/m}	Nombre	4
11	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 17 ^{m/m}	—	6
12	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 17,5 ^{m/m}	—	4
13	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 18 ^{m/m}	—	4
14	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 18,5 ^{m/m}	—	4
15	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 19 ^{m/m}	—	4
16	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 19,5 ^{m/m}	—	2
17	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 20 ^{m/m}	—	3
18	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 20,5 ^{m/m}	—	2
19	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 21,5 ^{m/m}	—	2
20	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 22,5 ^{m/m}	—	2
21	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 23,5 ^{m/m}	—	2
22	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 24,5 ^{m/m}	—	2
23	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 25 ^{m/m}	—	3
24	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite en acier fondu diamètre 26 ^{m/m}	—	3
25	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite, en acier fondu diamètre 27 ^{m/m}	—	2
26	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite, en acier fondu diamètre 28 ^{m/m}	—	3
27	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite, en acier fondu diamètre 29 ^{m/m}	—	2
28	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite, en acier fondu diamètre 30 ^{m/m}	—	2
29	Forêts hélicoïdaux, à queue conique, tournant à droite, en acier fondu diamètre 35 ^{m/m}	—	2
30	Forêts hélicoïdaux, à queue cylindrique, rotation droite, acier rapide diamètre 3,5	—	4
31	Forêts hélicoïdaux, à queue cylindrique, rotation droite, acier rapide diamètre 4	—	5
32	Forêts hélicoïdaux, à queue cylindrique, rotation droite, acier rapide diamètre 5	—	6
33	Forêts hélicoïdaux, à queue cylindrique, rotation droite, acier rapide diamètre 6	—	8
34	Forêts hélicoïdaux, à queue cylindrique, rotation droite, acier rapide diamètre 7	—	6
35	Alésoirs façon Paris acier fondu 11 ^{m/m}	—	3
36	Alésoirs façon Paris acier fondu 13 ^{m/m}	—	3
37	Alésoirs façon Paris acier fondu 15 ^{m/m}	—	3
38	Alésoirs façon Paris acier fondu 17 ^{m/m}	—	2

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
39	Alésoirs façon Paris acier fondu 21 ^{m/m}	Nombre	1
40	Alésoirs façon Paris acier fondu 22,5	—	1
41	Alésoirs façon Paris acier fondu 23 ^{m/m}	—	1
42	Alésoirs façon Paris acier fondu 3 ^{m/m}	—	3
43	Alésoirs façon Paris acier fondu 4 ^{m/m}	—	3
44	Alésoirs façon Paris acier fondu 5 ^{m/m}	—	3
45	Tarauds à main pas S. I. 26 × 300	Jeu	1
46	Tarauds à main pas S. I. 22 × 200	—	1
47	Tarauds à main pas S. I. 24 × 200	—	1
48	Tarauds à main pas S. I. 26 × 200	—	1
49	Tarauds à main pas S. I. 28 × 200	—	1
50	Tarauds à main pas S. I. 30 × 200	—	1
51	Limes batardes de 350 ^{m/m} carrée	Nombre	36
52	Limes batardes de 350 ^{m/m} plate	—	24
53	Limes batardes de 350 ^{m/m} triangulaire	—	24
54	Limes batardes de 350 ^{m/m} ronde	—	12
55	Limes batardes de 350 ^{m/m} demi-ronde	—	12
56	Limes 1/2 douces de 350 ^{m/m} carrée	—	12
57	Limes 1/2 douces de 350 ^{m/m} plate	—	12
58	Limes 1/2 douces de 350 ^{m/m} triangulaire	—	12
59	Limes 1/2 douces de 350 ^{m/m} ronde	—	12
60	Limes 1/2 douces de 350 ^{m/m} demi-ronde	—	12
61	Limes douces de 300 ^{m/m} plate	—	18
62	Limes douces de 300 ^{m/m} carrée	—	6
63	Limes douces de 300 ^{m/m} triangulaire	—	6
64	Limes douces de 300 ^{m/m} demi-ronde	—	12
65	Limes demi-douces de 275 ^{m/m} plate	—	6
66	Limes demi-douces de 275 ^{m/m} demi-ronde	—	12
67	Limes demi-douces de 275 ^{m/m} triangulaire	—	12
68	Limes demi-douces de 275 ^{m/m} carrée	—	6
69	Limes demi-douces de 275 ^{m/m} ronde	—	6
70	Limes 1/2 douces de 225 ^{m/m} ronde	—	12
71	Limes 1/2 douces de 225 ^{m/m} triangulaire	—	18
72	Limes 1/2 douces de 225 ^{m/m} plate	—	6
73	Limes 1/2 douces de 150 ^{m/m} ronde	—	6
74	Limes 1/2 douces de 150 ^{m/m} triangulaire	—	6
75	Limes 1/2 douces de 150 ^{m/m} plate	—	6
76	Limes 1/2 douces de 150 ^{m/m} carrée	—	6
77	Limes à fendre demi-douces longueur 180 ^{m/m}	—	6
78	Limes à fendre demi-douces longueur 140 ^{m/m}	—	6
79	Forêts à cintre diamètre 6 ^{m/m}	—	1
80	Fraises à denture hélicoïdale, queue cylindrique, acier rapide, diamètre 4 ^{m/m}	—	6
81	Fraises à denture hélicoïdale, queue cylindrique, acier rapide, diamètre 5 ^{m/m}	—	6
82	Fraises à denture hélicoïdale, queue cylindrique, acier rapide, diamètre 6 ^{m/m}	—	6
83	Fraises à denture hélicoïdale, queue cylindrique, acier rapide, diamètre 8 ^{m/m}	—	6
84	Lames de scie à métaux «griffin» de 300 ^{m/m}	—	400
85	Lames de scie à métaux «griffin» de 450 ^{m/m} entre axe de trous, épaisseur 1 ^{m/m}	—	20
86	Lames de scie à métaux «griffin» à machine 400 ^{m/m} entre axe de trous 4 dents au centimètre	—	120

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
87	Meule en grès diamètre 600 ^{m/m} épaisseur 80 ^{m/m}	Nombre	4
88	Meule en grès diamètre 900 ^{m/m} épaisseur 130 ^{m/m}	—	2
89	Meule <i>Norton</i> pour rectification des aciers trempés, plate : diamètre 125 ^{m/m} , épaisseur 15 ^{m/m} , alésage 31 ^{m/m}	—	6
90	Meule boisseau diamètre 100 ^{m/m} , épaisseur 50 ^{m/m} , alésage 19 ^{m/m}	—	6
91	Meule <i>Norton</i> pour affutage d'outils diamètre 280 ^{m/m} , épaisseur 40 ^{m/m} , alésage 24 ^{m/m}	—	6
92	Meule <i>Norton</i> plate, pour ébarbage, diamètre 140 ^{m/m} , épaisseur 25 ^{m/m} , alésage 40 ^{m/m}	—	10
93	Tarauds pour tirant de foyer pas 29 × 200, longueur totale : 1m. longueur filetée : 520 ^{m/m} , (ébaucheur et finisseur)	Jeu	1
94	Lames de scie à métaux <i>Griffin</i> entre axe de trous 300 ^{m/m} , 9 dents au centimètre	Nombre	144
95	Diamant pour rectification des meules	—	1
96	Lames de scie à ruban N° 2.027 pour raboteuse dégauchisseuse L. A. B. Catalogue <i>Guillet</i> 1922)	—	6
97	Lames de scie à ruban N° 2.029 pour raboteuse dégauchisseuse L. A. B. Catalogue <i>Guillet</i> 1922)	—	6
98	Pied à coulisse type « <i>Colombes</i> »	—	1
99	Meule émeri diamètre 300 ^{m/m} épaisseur 40 ^{m/m}	—	2
100	Meule émeri diamètre 300 ^{m/m} épaisseur 30 ^{m/m}	—	2
101	Meule émeri diamètre 300 ^{m/m} épaisseur 20 ^{m/m}	—	2
102	Enclume de forgeron, un bout pointu, l'autre rond, poids 150 kgs.	—	1
103	Coupe-coupe acier, manche bois à deux ligatures et 3 rivets, modèle fort	—	200
104	Marteaux de forge à frapper devant panne en longueur poids 2 kgs.	—	2
105	Marteaux de forge à frapper devant panne en longueur poids 4 kgs.	—	4
106	Marteaux de forge à frapper devant panne en longueur poids 5 kgs.	—	4
107	Tenailles demi fines	—	2
108	Pincés universelles de 0,14	—	2
109	Marteaux de menuisier, poids 1 kg. 500	—	2

Conditions et spécifications techniques

La fourniture devra être conforme à la spécification indiquée et tous les articles visés par les différents catalogues devront être identiques aux marques ou numéros des figures désignées et de dimensions correspondantes.

Les matières premières entrant dans la fabrication des articles seront de toute première qualité, exemptes de tout défaut préjudiciable à leur emploi, à leur solidité ou à leur aspect.

Leur mise en œuvre sera faite avec soin et suivant les meilleures règles de l'art.

Les forêts, mèches à métaux et tarauds seront en acier rapide et devront porter la marque de fabrique de l'un des Etablissements désignés ci-dessous à l'exception de toute autre marque :

- 1°) Fabrique Parisienne de Mèches à la Courneuve
- 2°) Compagnie Européenne des métaux, 53 rue Condorcet, Paris
- 3°) Atelier BARIQUAND et MARRE, 127 rue Oberkampf, Paris (2)
- 4°) Etablissements P. HURE, Paris

Les pièces sujettes à l'oxydation devront être soigneusement protégées de l'action de l'humidité marine.

LOT N° 11

Métaux

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Acier B rond en barre de 10 ^m /m diamètre longueur 5 mètres	Barre	300
2	Acier B rond en barre de 16 ^m /m diamètre longueur 5 mètres	—	4
3	Acier B rond en barre de 20 ^m /m diamètre longueur 5 mètres	—	90
4	Acier B rond en barre de 25 ^m /m diamètre longueur 5 mètres	—	30
5	Acier B rond en barre de 30 ^m /m diamètre longueur 5 mètres	—	30
6	Acier B rond en barre de 35 ^m /m diamètre longueur 5 mètres	—	6
7	Acier B rond en barre de 40 ^m /m diamètre longueur 5 mètres	—	10
8	Acier B rond en barre de 45 ^m /m diamètre longueur 5 mètres	—	10
9	Acier B rond en barre de 50 ^m /m diamètre longueur 5 mètres	—	10
10	Acier B rond en barre de 55 ^m /m diamètre longueur 5 mètres	—	5
11	Acier B rond en barre de 60 ^m /m diamètre longueur 5 mètres	—	5
12	Acier D rond en barre de 40 ^m /m diamètre longueur 5m.50	—	10
13	Acier E rond en barre de 65 ^m /m diamètre longueur 4m.50	—	1
14	Acier E rond en barre de 75 ^m /m diamètre longueur 5 mètres	—	3
15	Acier E rond en barre de 87 ^m /m diamètre longueur 4m.50	—	3
16	Fer plat de 20 × 5 longueur 5 mètres	—	3
17	Fer plat de 40 × 5 longueur 5 mètres	—	5
18	Fer plat de 50 × 5 longueur 5 mètres	—	5
19	Fer plat de 40 × 10 longueur 5 mètres	—	5
20	Fer plat de 50 × 10 longueur 5 mètres	—	5
21	Fer plat de 60 × 10 longueur 5 mètres	—	5
22	Fer plat de 100 × 10 longueur 5 mètres	—	2
23	Fer plat de 40 × 8 longueur 6 mètres	—	8
24	Fer plat de 40 × 12 longueur 5 mètres	—	10
25	Fer plat de 60 × 14 longueur 6 mètres	—	50
26	Fer plat de 60 × 18 longueur 6 mètres	—	10
27	Fer cornières de 25 × 25 × 3,5 longueur 5 mètres	—	2
28	Fer cornières de 40 × 40 × 4 longueur 5 mètres	—	60
29	Fer cornières de 50 × 50 × 5 longueur 5 mètres	—	5
30	Fer cornières de 60 × 60 × 6 longueur 5 mètres	—	2
31	Fer cornières de 80 × 80 × 8 longueur 5 mètres	—	2
32	Fer cornières de 90 × 90 × 9 longueur 3 mètres	—	20
33	Fer cornières de 60 × 60 × 6 longueur 6 mètres	—	30
34	Fer cornières de 70 × 50 × 6 longueur 6 mètres	—	50
35	Fer cornières de 150 × 100 × 14 longueur 4 mètres	—	2
36	Fer T. de 80 × 80 × 9 longueur 6 mètres	—	30
37	Fer T. de 70 × 70 × 7 longueur 6 mètres	—	15
38	Fer à U de 180 × 70 × 8 longueur 6m.40	—	12
39	Fer à U de 180 × 70 × 8 longueur 5m.30	—	10
40	Fer à U de 80 × 45 × 6 longueur 5m.50	—	25
41	Fer à U de 100 × 50 × 6 longueur 3m.00	—	75
42	Fer à U de 120 × 55 × 7 longueur 3m.50	—	10
43	Fer à U de 300 × 75 × 10 longueur exacte 2m.40	—	20
44	Fer à U de 220 × 80 × 9 longueur 6 mètres	—	10
45	Fer à U de 120 × 55 × 7 longueur 6 mètres	—	5
46	Fer à U de 120 × 55 × 7 longueur 7 mètres	—	12
47	Fer à U de 120 × 55 × 7 longueur 5m.50	—	10
48	Fer à U de 100 × 50 × 6 longueur 5m.00	—	10
49	Fer à U de 75 × 35 × 6 longueur 4m.50	—	10

N ^o D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
50	Fer à U de 30×15× 3,5 longueur 5 mètres	Barre	2
51	Fer à U de 50×25× 5 longueur 5 mètres	—	2
52	Fer à U de 80×50× 7 longueur 5 mètres	—	2
53	Fer à U de 120×60× 7 longueur 5 mètres	—	2
54	Fer à U de 160×60× 7,5 longueur 5 mètres	—	2
55	Fer à I. P. N. de 80 longueur 5 mètres	—	2
56	Fer à I. P. N. de 100 longueur 5 mètres	—	4
57	Fer à I. P. N. de 120 longueur 5 mètres	—	2
58	Fer à I. P. N. de 160 longueur 5 mètres	—	2
59	Tôles d'acier doux, épaisseur 15/10; longueur 2 mètres largeur 1 mètre	Nombre	6
60	Tôles d'acier doux, épaisseur 15/10; longueur 2 mètres largeur 1m.20	—	6
61	Tôles d'acier doux, épaisseur 15/10; longueur 2m.50 largeur 1 mètre	—	20
62	Tôles d'acier doux, épaisseur 15/10; longueur 2m.50 largeur 1m.20	—	4
63	Tôles d'acier doux, épaisseur 10/10 longueur 2m.00 largeur 1m.	—	4
64	Tôles d'acier doux, épaisseur 20/10 longueur 2m.00 largeur 1m.	—	5
65	Tôles d'acier doux, épaisseur 30/10 longueur 2m.00 largeur 1m.60	—	4
66	Tôles d'acier doux, épaisseur 30/10 longueur 2m.50 largeur 1m.50	—	4
67	Tôles d'acier doux, épaisseur 40/10 longueur 2m.00 largeur 2m.	—	10
68	Tôles d'acier doux, épaisseur 5 ^{m/m} longueur 2m.00 largeur 1m.	—	10
69	Tôles d'acier doux, épaisseur 6 ^{m/m} longueur 2m.00 largeur 1m.	—	6
70	Tôles d'acier doux, épaisseur 8 ^{m/m} longueur 2m.00 largeur 1m.	—	2
71	Tôles d'acier doux, épaisseur 8 ^{m/m} longueur 2m.00 largeur 1m.50	—	5
72	Tôles d'acier doux, épaisseur 10 ^{m/m} longueur 2m.00 largeur 1m.50	—	3
73	Tôles d'acier doux, épaisseur 12 ^{m/m} longueur 2m.00 largeur 1m.	—	4
74	Tôles d'acier doux, épaisseur 1 ^{m/m} longueur 1m.00 largeur 1m.	—	5
75	Tôles d'acier doux, épaisseur 2 ^{m/m} longueur 1m.00 largeur 1m.	—	5
76	Tôles d'acier doux, épaisseur 3 ^{m/m} longueur 1m.00 largeur 1m.	—	5
77	Tôles d'acier doux, épaisseur 4 ^{m/m} longueur 1m.00 largeur 1m.	—	2
78	Tôles d'acier doux, épaisseur 5 ^{m/m} longueur 1m.00 largeur 1m.	—	2
79	Tôles d'acier doux, épaisseur 4 ^{m/m} longueur 1m.00 largeur 0m.20	—	20
80	Tôles d'acier doux, épaisseur 5 ^{m/m} longueur 1m.00 largeur 0m.20	—	20
81	Tôles d'acier doux, épaisseur 6 ^{m/m} longueur 1m.00 largeur 0m.20	—	20
82	Fil d'acier doux recuit diamètre 1 ^{m/m} 5	Kgr.	10
83	Métal d'apport pour soudure autogène, fer Suède en baguettes de 1 mètre diamètre 3 ^{m/m}	—	30
84	Métal d'apport pour soudure autogène, fer Suède en baguettes de 1 mètre diamètre 4 ^{m/m}	—	50
85	Métal d'apport pour soudure autogène, fer Suède en baguettes de 1 mètre diamètre 6 ^{m/m}	—	100
86	Fonte extra douce pour soudure autogène en baguettes de 40 à 50 centi- mètres diamètre 4 ^{m/m}	—	10
87	Fonte extra douce pour soudure autogène en baguettes de 40 à 50 centi- mètres diamètre 8 ^{m/m}	—	10
88	Electrodes pour soudure électrique « Safonte à froid N » diamètre 3 ^{m/m} 3	—	3
89	Electrodes pour soudure électrique « Safonte à froid N » diamètre 5 ^{m/m}	—	1
90	« S. A. F., normal A. » diamètre 5 ^{m/m}	—	20
91	« S. A. F., spécial type A diamètre 5 ^{m/m}	—	20
92	Fil de laiton pour soudure autogène en baguettes de 1 mètre environ dia- mètre 3 ^{m/m}	—	30
93	Fil de laiton pour soudure autogène en baguettes de 1 mètre environ dia- mètre 5 ^{m/m}	—	30
94	Fonte hematite en gueuse	—	4.000
95	Antifriction composition A. E. I.	—	450
96	Fil d'acier dit « corde à piano » en rouleau de 50 mètres environ 2 ^{m/m}	Rouleau	2

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
97	Fil d'acier dit « corde à piano » en rouleau de 50 mètres environ 3 ^m /m	Rouleau	3
98	Fil d'acier dit « corde à piano » en rouleau de 50 mètres environ 4 ^m /m	—	1
99	Fil d'acier dit « corde à piano » en rouleau de 50 mètres environ 5 ^m /m	—	1
100	Etain « BANKA » en lingots	Kgr.	400
101	Etain à souder en baguettes	—	25
102	Antimoine en lingots	—	150
103	Phosphure de cuivre	—	25
104	Brasure de cuivre	—	25
105	Masselottes en fonte grise douce pour segment piston, longueur 400 ^m /m diamètre extérieur 495 ^m /m diamètre intérieur 435 ^m /m	Nombre	6
106	Masselottes en fonte grise douce pour segment piston, longueur 400 ^m /m diamètre extérieur 430 ^m /m diamètre intérieur 370 ^m /m	—	4
107	Masselottes en fonte grise douce pour segment piston, longueur 400 ^m /m diamètre extérieur 325 ^m /m diamètre intérieur 270 ^m /m	—	2
108	Masselottes en fonte grise douce pour segment piston, longueur 400 ^m /m diamètre extérieur 295 ^m /m diamètre intérieur 245 ^m /m	—	2
109	Masselottes en fonte grise douce pour segment piston, longueur 400 ^m /m diamètre extérieur 220 ^m /m diamètre intérieur 175 ^m /m	—	8
110	Rivets acier B tête ronde diamètre 8 × 30	le %	1
111	Rivets acier B tête ronde diamètre 10 × 30	—	5
112	Rivets acier B tête ronde diamètre 12 × 32	—	6
113	Rivets acier B tête ronde diamètre 12 × 46	—	5
114	Rivets acier B tête ronde diamètre 14 × 50	—	6
115	Rivets acier B tête ronde diamètre 16 × 45	—	10
116	Rivets acier B tête ronde diamètre 16 × 55	—	10
117	Rivets acier B tête ronde diamètre 16 × 60	—	10
118	Rivets acier B tête ronde diamètre 16 × 85	—	3
119	Rivets acier B tête ronde diamètre 18 × 50	—	1
120	Rivets acier B tête ronde diamètre 20 × 60	—	4
121	Tubes en acier sans soudure pour vapeur, longueur 4m. diamètre 68 × 60	Nombre	2
122	Tubes en acier sans soudure pour vapeur, longueur 4m. diamètre 96 × 90	—	2
123	Tubes en acier sans soudure pour vapeur, longueur 4m. diamètre 88 × 80	—	2
124	Tubes en acier sans soudure pour vapeur, longueur 4m. diamètre 106 × 100	—	2
125	Tubes en acier sans soudure pour vapeur, longueur 4m. diamètre 100 × 90	—	2
126	Tubes en acier sans soudure pour vapeur, longueur 4m. diamètre 106 × 96	—	3

Conditions et spécifications techniques

La fourniture de ces articles devra répondre aux conditions des cahiers des charges et spécifications techniques unifiés des Grands Réseaux de Chemins de fer français.

Les Masselottes pour segment de piston seront en fonte de première qualité, grise, tenace, douce à travailler au burin et à la lime et présentant à la cassure un grain fin et homogène.

Elles devront pouvoir prendre facilement sous l'outil un poli sans piqures. Elles seront exemptes de soufflures gouttes froides ou autres défauts pouvant nuire à leur emploi.

LOT N° 12

Combustibles

Nos D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Charbon de forge	Tonne	6

Conditions et spécifications techniques

Ce charbon devra être d'un beau noir avec un éclat vif, à cassure lamilleuse ou feuilletée. Il devra se ramollir au feu et fondre comme du brai. Les menues et les poussières devront se coller et s'agglomérer en masse compacte exigeant le souffle de la forge pour que la combustion soit bonne.

Sa calcination en vase clos doit donner un excellent coke assez dense et bien aggloméré.

Le poids spécifique devra se rapprocher le plus possible de 1,30 et le m³ en morceaux devra peser 750 à 800 kgr. Il devra contenir de 68 à 74% de carbone et donner de 8.700 à 8.900 de calories.

LOT N° 13

Petit matériel de gare

Nos D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Drapeaux de signalisation rouge	Nombre	100
2	Drapeaux de signalisation vert.	—	100
3	Plomb à sceller 14 ^{m/m}	—	100
4	Fil perlé pour plomb de 14 ^{m/m}	bobine	20
5	Plomb de 8 ^{m/m} pour petite pince	Kgr.	10
6	Clés pour cadenas type « Unique »	Nombre	100
7	Fiches <i>got</i> porte-étiquettes 0,07 × 0,10	—	20.000
8	Verre de rechange pour lanterne 3 feux, largeur 96 ^{m/m} longueur 120 ^{m/m} épaisseur 0,02 vert.	—	35
9	Verre de rechange pour lanterne 3 feux, largeur 96 ^{m/m} longueur 120 ^{m/m} épaisseur 0,02 rouge	—	35
10	Verre de rechange pour lanterne 3 feux, largeur 96 ^{m/m} longueur 120 ^{m/m} épaisseur 0,02 blanc	—	30

Conditions et spécifications techniques

Ces articles devront être exactement conformes à leurs spécifications. Ils seront de la meilleure qualité de commerce, exempts de tout défaut et exécutés suivant les règles de l'art et conformément aux dessins qui seront remis à tout soumissionnaire qui en fera la demande.

LOT N° 14

Matériel de voie y compris matériel d'alimentation en eau

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Tirefonds (suivant dessin)	Nombre	2.000
2	Presse à cintrer les rails, de 510 ^{m/m} de large entre griffe diam. de la vis 58 ^{m/m}	—	2
3	Tuyaux galvanisés de 50 × 60, taraudés et manchonnés	Mètre	30
4	Coudes quart 50 ^{m/m}	Nombre	4
5	Tés de 50 ^{m/m}	—	4
6	Réducteurs de 50 à 40 ^{m/m}	—	2
7	Réducteurs de 50 à 20 ^{m/m}	—	2
8	Bouchons de 50 ^{m/m}	—	2
9	Brides rondes de 50 ^{m/m}	—	8

Conditions et spécifications techniques

Tous ces articles devront être conformes à leur spécification et de bonne qualité. Ils ne devront présenter aucun défaut pouvant nuire à leur solidité ou à leur emploi.

LOT N° 15

Rechanges pour locomotives

« NASMITH & WILSON »

N ^{os} D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Tubes à niveau d'eau	Nombre	30
2	Rondelle caoutchouc pour tubes à niveau d'eau	—	100
3	Lentille en verre pour lanterne avant	—	12
4	Raccord caoutchouc entre Loco et tender	—	12

Conditions et spécifications techniques

Ce matériel sera de la meilleure qualité et devra répondre aux spécifications des cahiers des charges unifiés des grands réseaux de chemins de fer français.

Il devra s'adapter sans retouches appréciables aux machines auxquelles il est destiné.

LOT N° 16

**Rechanges pour locomotive Mikado de 43 T.
et tender 15 T. H. S. P.**

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Manchon pour commande enregistreur de vitesse suivant plan N° 724/I — H. S. P.	Nombre	6
2	Tige de suspension AV. pour bissel AR.	—	5
3	Tarauts coniques pour bouchon de lavage	—	1
4	Corps cylindrique de chaudière livré avec plaque tubulaire de boîte à fumée, et dôme de prise de vapeur	—	1
5	Tubes pour niveau d'eau.	—	40
6	Rondelles caoutchouc pour tube à niveau	—	100
<i>Pour Locomotive Tender 15 T. H. S. P.</i>			
7	Lame maîtresse pour ressort de suspension	—	12
8	Crochets de traction	—	4
9	Manivelle motrice	—	2
10	Manivelle d'accouplement	—	6

Conditions et spécifications techniques

Ce matériel sera de la meilleure qualité et devra répondre aux spécifications des cahiers des charges unifiés des grands réseaux de chemins de fer français.

Il devra s'adapter sans retouches appréciables aux machines auxquelles il est destiné.

*

* *

LOT N° 17

Matériel de construction

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Carton bitumé.	Rouleau	20
2	Pointes pour carton bitumé.	Kgr.	25
3	Tôles ondulées galvanisées 10/10° 1,80 × 80	Nombre	50
4	Faitières galvanisées 10/10° de 2m × 0,75	—	20
5	Vis et rondelles pour tôles.	—	500

Conditions et spécifications techniques

La fourniture de ces articles devra être de la meilleure qualité fabriquée dans le commerce et répondre à la spécification demandée.

Lomé, le 28 décembre 1933

Le Capitaine du Génie BILLET,

Chef du Service du Chemin de Fer et du Wharf

BILLET

Approuvé :

En Conseil d'Administration

Séance du 30 décembre 1933

Le Gouverneur des Colonies,

Commissaire p. i. de la République au Togo,

L. PÊTRE

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

X^e FOIRE DU HAVRE

Quinzaine de Pâques 1934.

31 Mars — 15 Avril.

La X^e Foire du Havre aura lieu du Samedi 31 Mars, veille de Pâques, au deuxième dimanche après Pâques, 15 Avril 1934.

Le succès remporté par la dernière manifestation havraise, tant par le nombre et la qualité des produits exposés, que par l'affluence des visiteurs et l'activité des acheteurs, est du meilleur augure pour la grande Quinzaine Coloniale, Maritime, Industrielle, Commerciale et Agricole de l'an prochain.

Déjà, de nombreux Exposants, satisfaits des résultats obtenus, ont non seulement retenu leurs stands, mais se sont faits les propagandistes bénévoles en faveur de la X^e Foire du Havre.

Le confort des aménagements du Grand Palais, la disposition nouvelle du plan de répartition des emplacements qui place véritablement chacun des stands sur le « pourtour », grâce au jeu d'un sens unique de circulation obligatoire et d'ailleurs inévitable, et les vastes dimensions de l'enceinte, donneront toutes satisfactions à chacun des Exposants.

Pour recevoir le Règlement Officiel, les formules d'adhésion et les plans, prière d'en adresser la demande à M. le Secrétaire Général de la Foire du Havre — Le Havre (Seine-Inférieure).

SUPPLÉMENT

AU

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

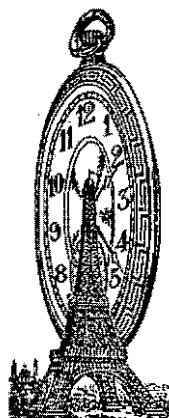
PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

“ A la Tour Eiffel ”

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

A LOUER

A Atakpamé : une maison à étage, avec boutique au rez-de-chaussée et un magasin à côté.

A Palimé : une boutique, une grande cour et plusieurs magasins pour produits, en face de la Poste.

S'adresser à :

Madame HABIB — LOMÉ.

L'ALMANACH VERMOT EST PARU

Une étrenne qui fait toujours plaisir
— et qui ne coûte pas cher —



Joie

de croquer, de boire,
de savourer du bon
chocolat

joie permise, joie recommandée, lorsque le chocolat est sain, pur, et qu'il ne contient, judicieusement dosés, que des éléments de premier choix.

Votre intérêt et votre goût de connaisseur seront également sauvegardés par les chocolats de ménage et les chocolats fins des 4 marques



**L'ALMANACH VERMOT
EST PARU**